

MÉMOIRE DE MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR ANALYSTE

Concentration: Administration internationale

Titre du mémoire:

Échec diplomatique du gouvernement canadien au Conseil de Sécurité de
l'Organisation des Nations unies pour l'obtention d'un siège en 2010

Auteur: Owoundi Joseph Parfait

Directeur de Mémoire : Pr Stéphane Roussel

Composition du Jury d'évaluation:

-Pr Jean-François Savard, Président

-Pr Stéphane Paquin, membre

-Pr Stéphane Roussel, membre

Septembre 2018

REMERCIEMENTS

Réaliser un travail de recherche est certes un exercice solitaire, mais cette étude n'aurait pas pu aboutir sans le soutien de toute une équipe dynamique et renforcée, composée du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de Québec, l'ambassade du Cameroun à Ottawa, et l'École Nationale d'Administration publique.

Je remercie particulièrement Guy Laforest, directeur de l'ÉNAP, la direction de l'enseignement et de la recherche de l'ÉNAP, le Comité d'éthique et de la recherche de l'ÉNAP, le service culturel de l'ambassade du Cameroun à Ottawa, et tout le personnel administratif de l'ÉNAP de l'appui matériel, humain et en ressource dont j'ai pu bénéficier.

Je remercie par ailleurs, mon directeur de recherche, monsieur Stéphane Roussel d'avoir accepté de diriger ce travail. Ses conseils, sa relecture attentive du texte, son expérience ainsi que sa disponibilité, ont constitué un soutien précieux et m'ont permis de mener ce travail à terme.

Je remercie aussi madame et messieurs Juliette Champagne, Jean-François Savard, Stéphane Paquin, Jacques A. Plamondon, Luc Desrochers, qui grâce aux évaluations sur mon projet de recherche et le mémoire final, m'ont permis d'améliorer ce travail.

Je remercie enfin Marie Julie Monkam, Foumane Adoumou Michel, Geneviève Cantin-Chartré, Lucie Verreault, Girard Bruno, Gagnon Michel, Karine Prévost-Privat, Étienne Charbonneau, Jessica Cerrato et tous ceux qui, de près ou de loin, ont largement contribué à la réalisation de cette étude.

DÉDICACE

À mes parents et amis, ainsi qu'à toutes les personnes qui œuvrent pour le maintien de la paix et la sécurité dans le monde

Table des matières

REMERCIEMENTS	i
DÉDICACE.....	ii
LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES.....	viii
Résumé.....	ix
Abstract	xi
Introduction	1
Chapitre 1 État de la Question de recherche et Cadre d'analyse	5
1. Attachement identitaire des Canadiens à l'Organisation des Nations unies	6
2. L'influence du Canada au sein de l'Organisation des Nations unies.....	7
2.1. L'expérience du Canada au cours de la période 1945-1990.....	8
2.2. La campagne électorale du Canada en 1998	10
3. L'échec à l'Organisation des Nations unies en 2010 et ses implications.....	12
4. Facteurs de succès d'un État au Conseil de Sécurité de l'ONU	14
5. La valorisation du Soft Power	15
5.1. Culture.....	16
5.1.1. Culture populaire.....	17
5.1.2. Culture de l'élite.....	18
5.2. Valeurs politiques.....	18
5.3. La politique étrangère.....	20
5.3.1. La coopération constructive	21
5.3.2. Idées novatrices persuasives.....	21
5.3.3. La campagne électorale valorisante	23
5.3.4. L'influence des styles de leadership.....	24
5.3.5. L'influence du système de prise de décision.....	25
6. Le multilatéralisme en politique étrangère.....	26

7. Identification des auteurs qui apportent un début de réponse	28
8. La question de recherche.....	30
9. Démarche méthodologique	31
Chapitre 2 Facteurs de succès de l'Allemagne, de la Turquie de et de l'Australie au Conseil de Sécurité de l'ONU par rapport au Canada	33
1. Candidature de l'Allemagne.....	33
1.1. Promotion des droits humains et environnementaux.....	33
1.2. Valorisation du <i>Soft Power</i>	35
1.2.1. Coopération constructive.....	35
1.2.2. Campagne électorale de l'Allemagne.....	36
1.2.3. Idées novatrices valorisantes	37
2. L'expérience de la Turquie en 2008.....	39
2.1. Promotion des droits humains et environnementaux.....	39
2.2. Valorisation du Soft Power	40
2.2.1. Coopération constructive.....	41
2.2.2. Idées novatrices persuasives.....	42
2.2.3. La campagne électorale de la Turquie.....	42
3. L'expérience de l'Australie en 2012	44
3.1. Promotion des droits humains et environnementaux.....	44
3.2. Valorisation du Soft Power	46
3.2.1. Coopération constructive.....	46
3.2.2. Idées novatrices persuasives.....	47
3.2.3. La campagne électorale de l'Australie.....	47
4. Candidature du Canada en 2010.....	49
4.1. Promotion des droits humains et environnementaux.....	49
4.2. Valorisation du <i>Soft Power</i>	57
4.2.1. Coopération constructive entre 2006 et 2010.....	57
4.2.2. Idées novatrices valorisantes	58
4.2.3. Campagne électorale canadienne en 2010.....	61
Chapitre 3 Analyse des facteurs ayant contribué à l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010.....	64

1. Les facteurs relatifs à la campagne électorale	64
2. Facteurs extérieurs à la campagne électorale	66
2.1. Respect des principes fondamentaux de l'ONU.....	67
2.2. La non mise en valeur des idées novatrices persuasives	69
2.3. La coopération non constructive	70
2.4. L'influence du leadership et système de gestion entre 2006 et 2015.....	72
2.5. L'influence de la Politique d'alignement du Canada sur les grandes puissances	73
2.6. Candidatures des petits États et États insulaires.....	77
2.7. Proposition d'un cadre conceptuel	78
2.8. Analyse des chances canadiennes en vue de l'obtention d'un siège en 2020.....	80
Conclusion générale	85
BIBLIOGRAPHIE	87
ANNEXES	I
Annexe A: Certificat de conformité éthique de recherches impliquant les sujets humains	I

LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AAD	l'Ambassade d'Allemagne à Dakar
AAK	l'Ambassade d'Allemagne à Kinshasa
ACNU	Association canadienne pour les Nations Unies
BM	Banque Mondiale
CAD	Comité d'Aide au Développement
CIRRICQ	Centre interuniversitaire de recherches sur les relations internationales du Canada et du Québec
CSS	Center for Security Studies (Zurich)
ENAP	École Nationale d'Administration Publique
FFOPD	Federal Foreign Office Public Diplomacy (Germany)
FC	Forces canadiennes
FMN	Force Multinationale
FMI	Fonds Monétaire Internationale
FD	France Diplomatie
HCDH	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
INA	Institut National de l'Audiovisuel
NTW	Now This World
ONU	Organisation des Nations Unies
PCC	Parti Conservateur du Canada
SCR	Security Council Research Report
SDN	Société des Nations
UN	United Nations

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Positionnement diplomatique du Canada par crises.....	54
-------------------------------------------------------------------------	----

LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES

Figure 1 : Influence des dualités conservateur-conservateur et conservateur-libéral sur la prise de décision 76

Figure 2: Cadre conceptuel sur la candidature d'un État au Conseil de Sécurité de l'ONU en vue de l'obtention d'un siège..... 79

Graphique 1 : Dépenses militaires canadiennes en % du PIB 59

Résumé

Depuis 1945, les Canadiens ont manifesté leur intérêt pour l'Organisation des Nations unies (ONU), qui est leur choix préféré parmi les organisations internationales. Cette détermination a été réitérée en 2006 par Stephen Harper, alors premier ministre du Canada, à poursuivre l'objectif de l'ONU de maintien de la paix et la sécurité internationale. Mais Harper avait préféré que les positions canadiennes sur la scène internationale ne soient pas basées sur la popularité, mais plutôt sur des *principes* : *la défense des droits de la personne, la primauté du droit, la justice, le développement et l'aide humanitaire pour les plus démunis*. Malheureusement, ces «principes» qui semblaient incarner les valeurs de l'ONU n'ont pas été ceux que le Canada a défendu avant le vote du Conseil de Sécurité en 2010, car ce pays avait violé certains principes fondamentaux de l'ONU: violation des droits des femmes autochtones, soutien à un pays accusé de crime de guerre et crime contre l'humanité, vente des technologies et équipements militaires aux pays ne respectant pas les droits de l'homme, torture et maltraitance des prisonniers civils. Pourtant, la plupart des pays qui ont connu un succès au Conseil de Sécurité comme la Turquie et l'Australie, ou ceux qui étaient en compétition avec le Canada en 2010 comme l'Allemagne, ont développé des stratégies basées sur le multilatéralisme et ont respecté les principes fondamentaux de l'ONU. Le désintérêt vis-à-vis de l'ONU, la coopération non constructive avec les États membres de l'ONU, le retrait des troupes canadiennes dans les opérations de maintien de la paix et la contribution faible à l'aide publique au développement sont également des facteurs clés susceptibles d'expliquer l'échec connu par le Canada. Malgré le fait que nous n'ayons pas pu établir un lien de causalité direct entre ces facteurs et la non obtention d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU par le Canada en 2010, nos analyses ont tout de même confirmé la pertinence de ces facteurs grâce à l'analyse comparative effectuée sur les pays ayant obtenus des sièges au Conseil de Sécurité (l'Australie et la Turquie) et de ceux ayant été en compétition avec le Canada en 2010 comme l'Allemagne. Par ailleurs, le leadership transformationnel au style transactionnel qu'incarnait Stephen Harper et sa politique étrangère de principe (Hard Power) n'ont pas rallié un très grand nombre d'États membres de l'ONU, lesquels ont des aspirations de plus en plus proches des normes

internationales. Cela a rompu avec la tradition libérale canadienne (Soft Power) et a valu au Canada un échec diplomatique au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies en 2010, en vue de l'obtention d'un siège non permanent.

Abstract

Since 1945, Canadians have expressed an interest in the United Nations, which is their preferred choice among international organizations. This determination was reiterated in 2006 by Stephen Harper, then Prime Minister of Canada, to pursue the UN's goal of maintaining peace and international security. But he had preferred that Canadian positions on the international stage not be based on popularity, but rather on "principles": the defense of human rights, the rule of law, justice, development and the rule of law. humanitarian aid for the poor. Unfortunately, these "principles" that seemed to embody the values of the United Nations were not those that Canada defended before the Security Council vote in 2010, because that country had violated certain fundamental principles of the United Nations: violation Indigenous women's rights, support to a country accused of war crimes and crimes against humanity, sale of military technologies and equipment to countries that do not respect human rights, torture and abuse of civilian prisoners. Yet, most of the countries that have had success in the Security Council, such as Turkey and Australia, or those that competed with Canada in 2010, such as Germany, have developed strategies based on multilateralism and have respected the basic principles of the United Nations. Lack of interest in the UN, non-constructive cooperation with UN member states, the withdrawal of Canadian troops from peacekeeping operations, and a low contribution to official development assistance are also key factors that may explain Canada's failure. Despite the fact that we were not able to establish a direct causal link between these factors and the failure of Canada to obtain a seat on the UN Security Council in 2010, our analyzes nevertheless confirmed the relevance of these factors through comparative analysis of countries that have secured Security Council seats (Australia and Turkey) and those that competed with Canada in 2010, such as Germany. In addition, Stephen Harper's transformational, transactional-style leadership and his principled foreign policy (Hard Power) have not rallied a very large number of UN member states, who have aspirations that are closer to international standards. This broke with the Canadian liberal tradition (Soft Power) and caused Canada's diplomatic failure in the United Nations Security Council in 2010 to obtain a non-permanent seat.

Introduction

Depuis 1945, les Canadiens ont manifesté leur intérêt pour l'ONU, qui est leur choix préféré parmi les Organisations internationales (Munton, 2010, p. 4- 5; Roussel, Paquin, & Nossal, 2007, p. 73; Trent, 2013, p. 4). Cette position a été réitérée par Stephen Harper, alors premier ministre du Canada en 2006, à poursuivre l'objectif de l'ONU de maintien de la paix et la sécurité internationale.

Au cours de la période 1948-2000, l'État canadien s'est fait remarquer par son influence dans les négociations internationales en obtenant un siège à six reprises au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies, une influence que Joseph Nye assimile au Soft Power, qui selon lui, est « le pouvoir de persuasion d'un État sur les désirs de l'autre État, proposant des valeurs culturelles, politiques ou morales, ayant une force d'attraction pour l'autre État » (Nye Jr, 2004, p. 5-11).

C'est ainsi qu'on a pu noter une contribution importante du Canada à l'aide au développement, à la création des Casques bleus, à la création du Programme alimentaire mondiale et aux recherches ayant abouti à la création de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Mais en 2010, à la suite de sa tentative d'obtenir l'un des deux sièges vacants au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, le Canada a connu un échec qualifié de *camouflet diplomatique* (Radio-Canada, 2010). La question qui en découle est la suivante: qu'est-ce qui explique l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies en vue de l'obtention d'un siège en 2010 ?

Il s'agira donc, dans le cadre de cette étude, de rechercher les causes de cet échec. Dans un premier temps, nous allons définir le concept de Soft Power. Par la suite, nous identifierons les variables du Soft Power susceptibles de marquer l'influence d'un État sur la scène internationale. C'est ainsi qu'à partir des variables retenues, tenterons d'identifier les différents facteurs ayant contribué à l'échec du Canada en 2010.

Grâce aux variables retenues, nous allons procéder à l'analyse comparative pour expliquer les causes de l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU, à partir des publications relatives à notre sujet d'étude et à la politique étrangère canadienne (presse, vidéo, articles, mémoires, rapports, livres, etc.).

Ce choix se justifie du fait que nous avons prévu réaliser des entrevues, afin d'avoir des données complètes qui répondent au type de variables d'analyse et aux objectifs de notre étude, mais le critère de faisabilité ne nous a pas permis d'atteindre cet objectif. Ainsi, nous n'analyserons pas les précédentes campagnes électorales du Canada (1945-1998), faute de données complètes (vu la nature de nos variables). Toutefois, nous utiliserons les données sur les contributions canadiennes de 1945-1998, les expériences turques en 2008 et australiennes en 2012 au Conseil de Sécurité de l'ONU pour mieux définir et clarifier les concepts utilisés.

En plus, notre analyse comparative sera faite à partir de la candidature allemande et canadienne à l'élection du Conseil de Sécurité de 2010 pour faire ressortir les facteurs susceptibles d'avoir contribué à l'échec du Canada. Il ne s'agira pas d'établir des liens de causalité entre la non obtention du siège pour le Canada et les facteurs que nous identifierons, mais beaucoup plus d'une analyse exploratoire à partir des facteurs de succès de l'Allemagne, de la Turquie, et de l'Australie, compte tenu des difficultés d'accès aux données. Le vote étant secret, il est difficile d'établir un lien de causalité direct entre les facteurs identifiés et l'échec du Canada, car nous n'allons pas interroger les personnes ayant voté au Conseil de Sécurité en 2010, afin de recueillir les avis de ces derniers sur les raisons du vote en faveur de l'Allemagne et le Portugal plutôt que pour le Canada.

Le choix porté sur l'Allemagne se justifie du fait que ce dernier a obtenu un siège tandis que le Canada a connu un échec au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010. Par ailleurs, ces deux pays ont des quotas-parts équivalentes pour des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations unies.

Notre objectif spécifique est de proposer une approche de référence aux décideurs politiques, aux gestionnaires et aux chercheurs pour la préparation d'une candidature au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies.

Plus concrètement, la recherche des raisons de l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies en vue de l'obtention d'un siège en 2010 contribuera à la connaissance dans les domaines suivants:

Sur le plan social et de l'administration publique

- ***l'amélioration des politiques publiques***, plus particulièrement les modes de gestion et des systèmes décisionnels entourant les leaders et décisionnaires politiques, pour que ces derniers soient plus performants et persuasifs, car de nombreux échecs en politique étrangère ont été le plus souvent attribuables à l'existence des grandes lacunes au sein du système de la prise de décision.
- ***le contrôle de la dépense publique***, dans un contexte où le gouvernement canadien connaît de temps à autre des déficits budgétaires, comme ce fut le cas du grand pic de déficit connu en 2010.
- ***la planification du roulement et de la mobilité du personnel des administrations publiques***, en vue de maintenir la performance administrative et de la gestion équilibrée du personnel, compte tenu des enjeux de la campagne électorale qui impliquent de nombreux déplacements, ainsi que la mobilisation des ressources financières, matérielles, humaines et de temps assez importants.

Sur le plan scientifique

- ***Proposer un cadre conceptuel*** qui servira comme référence aux gestionnaires, aux décideurs et aux chercheurs, pour la préparation d'une candidature au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies, en vue de l'obtention d'un siège. Plus

particulièrement en ce qui concerne les relations internationales, ce cadre conceptuel contribuera à l'amélioration des méthodes d'analyses sur la politique étrangère.

Pour y arriver, nous allons commencer dans un premier temps, par l'état de la question de recherche et le cadre d'analyse. Ensuite, nous aborderons les facteurs de succès de l'Allemagne, la Turquie et de l'Australie au Conseil de Sécurité de l'ONU. Le troisième chapitre quant à lui précisera les facteurs qui expliquent l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010. Ensuite, nous tenterons également d'analyser les chances de la candidature canadienne au Conseil de Sécurité en vue de l'obtention d'un siège pour la période 2021-2022.

Chapitre 1 Question de recherche et Cadre d'analyse

Dans ce premier chapitre, nous allons prendre connaissance des travaux réalisés sur notre thème de recherche et identifier les auteurs qui apportent un début de réponse. Par ailleurs nous allons faire une synthèse des concepts clés qui alimentent l'état de la question retenue. Enfin, nous présenteront notre question de recherche, les objectifs, l'intérêt de notre recherche et la méthodologie.

Plusieurs études se sont intéressées au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, et plusieurs font référence à la problématique de *l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité et celle qui s'interroge sur les réformes du Conseil de Sécurité*. Dans le cadre de notre revue, nous nous sommes limités aux recherches ayant trait aux élections du Conseil de Sécurité et les conditions d'obtention d'un siège au sein de cette institution. À cet effet, nous nous sommes intéressés à quatre concepts clés : l'approche multilatérale de la politique étrangère, la coopération constructive, les idées novatrices persuasives et, la campagne électorale.

Depuis 1945, les Canadiens¹ ont manifesté leur intérêt pour l'Organisation des Nations unies (ONU), qui est leur choix préféré parmi les organisations internationales (Munton, 2010, p. 4). C'est au cours de cette période que « *le Canada s'est doté d'un système de politique étrangère qui complétait le processus de "state-building" amorcé au XIXe siècle* » comme le souligne Painchaud (1989, p. 1).

Pour Painchaud (1989, p. 1), c'est une réussite incontestable puisque le système politique canadien avait connu la plus grande expansion de son histoire à travers une affirmation de l'identité nationale dont les principes étaient susceptibles de guider le Canada dans la conduite des relations internationales.

¹ Sondages Gallup réalisés au Canada, de 1943 à 1985.

1. Attachement identitaire des Canadiens à l'Organisation des Nations unies

Avant de poursuivre avec cet attachement identitaire, il convient de rappeler que l'Organisation des Nations unies avait été créée après l'Union internationale du télégraphe (1865) et la Cour permanente d'arbitrage (1899), qui figuraient parmi les premières organisations à caractère internationales. Les Nations unies sont ainsi nées en 1945, à la suite de l'échec de la Société des Nations (SDN) qui avait été créée en 1919, du fait des atrocités de la Première Guerre mondiale. Le multilatéralisme pouvait ainsi voir le jour pour remplacer le nationalisme. L'instigateur fut le président américain Wilson, dans un élan donné lors de son discours, intitulé *discours des quatorze points* de janvier 1918. La Société des Nations avait ainsi pour objectif d'assurer la paix par la sécurité collective et le désarmement. Cet élan contribua ainsi à la fondation des relations internationales non plus basées sur la puissance et la force, mais sur le droit et la morale (Bermann & Penone, 1993, p. 7).

L'inexistence d'une force armée internationale pour faire respecter ses décisions, ainsi que le rejet par le Congrès américain du traité de Versailles et du pacte de la SDN avait privé celle-ci d'une grande partie de sa légitimité et l'avait condamnée à l'impuissance. Même le seul mécanisme de sanctions envisagé contre l'Italie après l'invasion de l'Éthiopie en octobre 1935 s'était soldé par un échec complet. La SDN avait donc perdu son pouvoir juridique en 1940 pour donner naissance à l'Organisation des Nations Unies, laquelle a été investie de statuts de plus en plus contraignants pour assurer la paix et la sécurité mondiale (Bermann & Penone, 1993, p. 7).

Dès 1945, au moins 90 % de la population canadienne étaient d'accord pour que le Canada occupe les rangs des Nations Unies. Cette proportion a légèrement diminué en novembre 1959, dont le pourcentage était de 77 % et en janvier 1985, où ce dernier s'est stabilisé à 58 % (Munton, 2010, p. 4-5).

Parmi les quatre institutions internationales les plus importantes pour le Canada: les Nations unies, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et l'Organisation du traité de l'Atlantique

Nord (OTAN), la majorité des Canadiens, soit 70 %, avaient toujours préféré les Nations Unies par rapport aux autres organisations internationales au début des années 90 (Munton, 2010, p. 4-5).

L'attachement des Canadiens aux Nations Unies n'a pas faibli pendant plusieurs années. On note quand même un léger changement au cours des années qui ont suivi la guerre de Corée, parce que certains Canadiens commençaient à penser que le pays devait certes jouer son rôle de maintien de la paix au sein de l'ONU, mais devait favoriser la réforme des Nations Unies (Munton, 2010, p. 6).

Il n'est pas étonnant que le 26 octobre 2006, devant l'Assemblée générale de l'ONU, Stephen Harper, alors premier ministre du Canada, réitérait la détermination du gouvernement canadien à poursuivre l'objectif de l'ONU de maintien de la paix et la sécurité internationale en ces termes :

« Nous étions présents lorsque les Nations Unies ont été créées [...]. Le Canada a toujours été là avec vous et y sera toujours là avec vous [...]. Certains d'entre eux ont joué un rôle de premier plan au sein de l'organisation. D'autres ont écouté et regardé les événements se dérouler de leur cuisine ou salon » (Munton, 2010, p. 2).

2. L'influence du Canada au sein de l'Organisation des Nations unies

Dès les années suivant de la création de l'Organisation des Nations unies en 1945, le Canada, malgré un échec connu pour la toute première élection au Conseil de Sécurité en 1946, avait réussi à décrocher un siège pour un mandat de deux ans, et à six reprises au cours des décennies ci-après, jusqu'en 1998-2000 :

- 1948 – 1949
- 1958 – 1959
- 1967 – 1968
- 1977 – 1978
- 1989 – 1990
- 1998 – 2000

Au cours de ces périodes, l'influence du Canada sur la scène internationale était remarquable, grâce à son dynamisme et à une large contribution aux opérations de maintien de la paix.

2.1. L'expérience du Canada au cours de la période 1945-1990

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le Canada, qui avait participé aux recherches ayant conduit à la mise au point de la bombe atomique en raison des quantités importantes d'uranium qu'il possédait, a contribué à la création de la Commission des Nations unies pour le contrôle de l'énergie atomique et l'usage pacifique de l'atome. C'est ainsi qu'en 1946, l'Assemblée générale de l'ONU a créé une Commission de l'énergie atomique dont le Canada a été nommé membre permanent en 1952. En 1955, le Canada a également contribué efficacement à la création de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (Gosselin, 1989, p. 169).

Par ailleurs, Lester Bowles Pearson, alors ministre des Affaires extérieures, a été à l'origine de l'utilisation des militaires (Casques bleus) par l'ONU, initiative lui ayant valu le Prix Nobel de la paix en 1957, à la suite de sa résolution (*résolution Union pour le maintien de la paix*), présentée à l'Assemblée générale de l'ONU en 1956, lors de la crise du Canal de Suez, opposant l'Égypte et le Protocole de Sèvres formé par la France, le Royaume Uni et Israël (Gosselin, 1989, p. 167&170; Roussel et al., 2007, p. 348).

En 1960, Diefenbaker a proposé la création d'une banque alimentaire qui permettrait de distribuer les excédents alimentaires dans les régions qui en nécessitent le plus. L'Assemblée générale de l'ONU avait finalement adopté une résolution demandant la création d'une telle banque, qui deviendra le 1er janvier 1960 le Programme alimentaire mondial (PAM) (Gosselin, 1989, p. 172).

Dès le 27 février 1965, le gouvernement du Québec signa un accord de coopération avec la France sur les programmes d'échange dans le domaine de l'éducation, la science et la médecine. Ledit accord fut ensuite sanctionné en 1964 par les autorités françaises et le gouvernement fédéral du Canada, qui en principe étaient le seul pouvant agir au nom du

Canada dans le domaine des affaires étrangères. Cet accord devint un accord-cadre dans le domaine de la culture, l'éducation et les sujets connexes permettant au Québec et aux autres provinces canadiennes de conclure des accords similaires. Le programme d'échange culturel fut ainsi étendu à d'autres pays européens, et plus tard en Afrique (Painchaud, 1989, p. 225-226).

De 1966 à 1967, le Canada décida de se rapprocher de certains pays africains francophones². C'est ainsi que deux ambassades ont été installées en Afrique francophone: l'une au Sénégal et l'autre en Tunisie, deux pays qui, avec le Cameroun, furent désignés en 1966 comme pays de concentration de l'aide canadienne (Painchaud, 1989, p. 218-246).

Le volume de l'aide a été porté à 18 millions de dollars canadiens et l'aide fut étendue dans domaines autres que l'assistance technique et l'éducation: l'agriculture, la santé publique, le transport, la communication et les infrastructures. Par ailleurs, le gouvernement canadien affirma son intérêt en participant à plusieurs réunions francophones.

Le Canada avait ainsi promis de verser des subventions annuelles de 50 000 \$ et 100 000 \$ respectivement à l'AUPELF (Association des universités entièrement ou partiellement de langues françaises) et au FICU (Fonds international de coopération universitaire), en ayant pour objectifs de promouvoir la coopération avec les universités du tiers-monde francophone (Painchaud, 1989, p. 218-246).

² La francophonie, au sens d'une communauté internationale des pays francophones trouve son origine en Afrique (Africains d'expression française): Léopold Senghor du Sénégal, Habib Bourguiba de Tunisie, et Hamani Diori du Niger. Lancée en 1955 par Senghor qui à l'époque était Secrétaire d'État dans le gouvernement français, l'idée fut ensuite soutenue par le président Bourguiba, qui préconisait la création d'un Commonwealth francophone (Painchaud, 1989, p. 225-226).

Par ailleurs, plusieurs organisations régionales existaient déjà: l'Union africaine et malgache créée en 1961, l'Organisation africaine et malgache de coopération économique francophone (OAMCE), et un Conseil de quatre États francophones réunissant la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Niger, et la Haute-Volta. La fusion de ces organisations régionales donna lieu en 1966 suite aux assises tenues à Tananarive, à la mise sur pied d'une organisation officielle réunissant les États francophones au niveau africain: l'Organisation africaine et malgache (OCAM) (Painchaud, 1989, p. 225-226).

Le rôle des instituts de recherche en politique étrangère et gouvernance est donc capital pour proposer aux États ou aux leaders, des idées novatrices pertinentes et persuasives, proches des normes internationales et susceptibles de rallier un plus grand nombre d'États.

2.2. La campagne électorale du Canada en 1998

Pendant la période précédant l'élection au Conseil de Sécurité en 1998, et que le Canada remportera, celui-ci a multiplié plusieurs initiatives basées sur le multilatéralisme grâce à ses connexions et ses relations de coopération dans un certain nombre d'Organisations internationales telles que le Commonwealth, la Francophonie, l'Organisation des États américains et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

S'agissant du respect des droits humains et environnementaux, la promotion de la sécurité et l'action humanitaire (contribution à l'aide internationale et à la réduction des inégalités) ont constitué les points d'ancrage ayant attiré l'attention des États membres de l'ONU (Malone, 2000, p. 3-23).

Par ailleurs, le Canada avait largement contribué aux opérations de maintien de la paix à chaque fois qu'il occupait un siège non permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU entre 1945 et 1998. Le Canada avait également pris part à plusieurs sommets mondiaux sur la paix, la pauvreté, le développement économique, la sécurité alimentaire et les changements climatiques.

Dans le domaine des opérations de maintien de la paix, le Canada a été l'un des premiers pays contributeurs de Casques bleus au monde dans les années 1980 et 1990. Le Canada avait ainsi fourni 1000 Casques bleus en 1990 le classant premier pays parmi les contributeurs et 1500 en 1995 le classant 9^e pays (Descheyer, 2016a, pp. 1-5).

Sur le plan de l'environnement, le Canada a signé en 1987 à Montréal, le protocole relatif à la protection de la couche d'ozone, lequel a été le premier accord international de protection de l'environnement à obtenir une ratification universelle. La convention d'Ottawa sur

l'interdiction des mines antipersonnel montre aussi l'engagement du Canada dans le domaine de la promotion droit international (Descheyre, 2016a, pp. 1–5).

En ce qui concerne la coopération, plus particulièrement en 1997 et 1998, lors du Forum du Pacifique Sud, actuellement appelé Forum des îles du Pacifique, le Canada a envoyé un secrétaire d'État et une importante délégation pour présenter les intérêts du Canada et explorer les possibilités de soutien des membres dudit forum. C'est ainsi que lors du sommet de l'Union africaine tenue en 1998 au Burkina Faso, le ministre canadien des Affaires étrangères a assisté lui-même audit forum (Malone, 2000, p. 3-23).

Le Canada ayant souvent siégé au Conseil de Sécurité, il avait réussi à constituer un sous-groupe appelé CANZ (Canada, Australie et Nouvelle-Zélande). Le Canada avait donc exploité ce réseau pour s'assurer que leurs candidatures se renforcent mutuellement et ne se heurtent pas.

Pour ce qui est de la campagne électorale, le Canada avait annoncé sa candidature pour la période 1998-2000 depuis l'année 1994 et a immédiatement exprimé son ambition de contribuer à la réforme du conseil pour une plus grande responsabilité et transparence de cette organisation. Il a également dénoncé ouvertement la plus grande attribution de sièges à l'Union européenne (Malone, 2000, p. 3-23).

Pendant la campagne électorale, les hauts responsables politiques du Canada se sont impliqués fortement. Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, le vice-premier ministre Herb Gray, la ministre de l'Aide internationale au développement, Diane Marleau, et plusieurs autres ont fait pression pour le vote à Ottawa et à New York.

Il semble ainsi que les votes seraient déterminés par l'implication de l'élite politique supérieure. L'enjeu est donc assez important pour confier l'entière responsabilité de la campagne électorale uniquement aux diplomates (Malone, 2000, p. 3-23).

On note également l'implication de Don Johnston, ancien Secrétaire général de l'OCDE en 1998. Par ailleurs, la nomination de Louise Fréchette au poste de première secrétaire générale

adjointe des Nations Unies au début de l'année 1998 a amené certains observateurs des Nations Unies à se demander si le Canada n'était pas *gourmand* en voulant également obtenir un siège au Conseil de Sécurité.

Malgré ces questions, l'élite canadienne, très ambitieuse, a continué à marquer ses intentions dans la promotion des relations professionnelles et de l'influence du pays. Tel fut le cas de Roy MacLaren, ancien ministre canadien du Commerce international, candidat au poste de directeur général de l'Organisation mondiale du commerce. Mais la promotion de sa candidature, bien qu'intéressante, avait été reportée après le vote du Conseil de Sécurité, car deux campagnes canadiennes actives de grande envergure et simultanées risquaient de s'annuler mutuellement (Malone, 2000, p. 3-23).

En 1998, la campagne du Canada a connu un succès à New York par des militants expérimentés et dynamiques tels que l'ambassadeur Robert Fowler, tandis que le représentant néerlandais Jaap Ramaker a été reconnu inefficace sur les questions relatives aux Nations Unies (Malone, 2000, p. 3-23).

Le Canada a admis avoir dépensé en 1998 un montant de 1,9 million de dollars canadiens pour le coût de sa campagne, mais cela comprenait des dépenses supplémentaires de personnel à Ottawa et à New York, ainsi qu'un remaniement des locaux des missions permanentes canadiennes à l'ONU pour accueillir ce personnel supplémentaire (Malone, 2000, p. 3-23).

3. L'échec à l'Organisation des Nations unies en 2010 et ses implications

En 2010, à la suite de sa tentative d'obtenir l'un des deux sièges vacants au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, le Canada a connu un échec, qualifié de *camouflet diplomatique* (Radio-Canada, 2010). La question que nous nous posons est de savoir comment un pays qui a presque toujours réussi à obtenir un tel siège a subitement connu un tel échec.

Subir un échec au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies en vue de l'obtention d'un siège a des conséquences sociales et diplomatiques non négligeables.

S'agissant des conséquences diplomatiques, un pays comme le Canada ayant souvent siégé au Conseil de Sécurité, a gagné beaucoup de confiance des États membres de l'ONU, grâce à certains privilèges dont disposent les membres non permanents de l'Organisation des Nations unies. Il peut s'agir de la participation à la table des négociations et l'avantage d'évoquer lors des assemblées générales du Conseil de Sécurité les sujets pertinents qui touchent aux valeurs de son pays, et qui sont susceptibles de trouver des solutions au sein du Conseil de Sécurité. L'échec entraînera ainsi une perte de sa crédibilité sur les relations internationales.

C'est ainsi que Paul Heinbecker, ancien ambassadeur du Canada aux Nations unies, souligne l'importance du Conseil de Sécurité en ces termes:

« Le Conseil de sécurité est le plus important forum de la planète en matière de sécurité, c'est un endroit où faire valoir ses idées et où protéger ses intérêts. Nous avons contribué à la création de cet organisme. Nous avons siégé au Conseil tous les 10 ans, en moyenne, depuis 1948 » (Beauchemin, 2010).

Par ailleurs, il pense que l'échec est un recul important et que le résultat affiché par le Canada était la résultante d'un signal clair envoyé par la communauté internationale. Il déclarait ainsi en 2010 à la presse que :

« L'échec est un recul important pour la politique étrangère du Canada. C'est un jugement de la communauté internationale, qui n'achète pas ce qu'on a voulu lui vendre. Il est impossible de voir ce qui est arrivé de façon positive [...]. Les autres membres ont considéré que nous ne sommes pas à la hauteur » (Beauchemin, 2010).

En ce qui a trait aux conséquences sociales, nous pouvons noter le déficit budgétaire, étant donné que les dépenses allouées à la campagne électorale pouvaient être affectées à d'autres secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation, ou l'emploi. Entre 2008 et 2010 par exemple, le déficit du budget des administrations publiques avait atteint un pic de 4,9 % du PIB (OCDE, 2014, p. 29).

Par ailleurs, les pertes peuvent également s'évaluer en matière de temps, car les États investissent beaucoup de leur temps (préparation des réunions, déplacements, conférences) pour l'occasion. Ce temps perdu peut également être utile lors de la réalisation de beaucoup d'autres activités susceptibles de contribuer aux objectifs du gouvernement.

Toujours dans le même ordre d'idées, le temps d'attente pour présenter une nouvelle candidature en cas d'échec peut également paraître long en raison de la multitude de candidatures. Pour sa prochaine campagne 2021-2022, le Canada doit par exemple attendre jusqu'à 2020, ce qui correspond à 10 ans d'attente si nous prenons 2010 comme année de référence.

Nous pouvons également noter que la campagne électorale favorise la mobilité et le roulement du personnel, car il y a de nouveaux employés qu'on recrute et ceux déjà en service dans l'Administration, qui quittent leurs postes pour travailler spécialement pour la préparation de la campagne, cela peut également entraîner des coûts énormes et une perte de performance dans certaines administrations publiques du pays. Ainsi, s'il faut faire 10 ans de campagne, imaginez le coût que cela implique. La campagne 2021-2022 du Canada pour le gouvernement Trudeau a commencé en 2016-2017, et on enregistrait déjà en 2017 des dépenses de l'ordre de 459 000 CAD. Ce montant n'inclut pas le salaire des 10 employés à temps plein qui travaillent sur la campagne canadienne à New York et à Ottawa. Selon les calculs de Radio-Canada, la masse salariale annuelle totale de ces employés se situe entre 868 000 \$ et 1 047 000 \$ environ. La Suède, qui a réussi à obtenir un siège temporaire pour la période 2017-2018, a dépensé une somme de près de 4,2 millions de dollars canadiens entre avril 2014 et juillet 2016, avec des effectifs semblables à ceux du Canada (Radio-Canada, 2017).

4. Facteurs de succès d'un État au Conseil de Sécurité de l'ONU

Plusieurs travaux ont été réalisés sur le rôle ou le succès d'un État sur les relations internationale. D'une part, certaines recherches s'intéressent à la source ou la nature de l'influence d'un État sur la scène internationale, alors que d'autres, par contre, développent

des approches susceptibles de déterminer les facteurs de succès d'un État au Conseil de Sécurité de l'ONU en particulier.

Il ressort ainsi dans la plupart des cas que les États qui s'appuient sur des valeurs culturelles, politiques ou morales (puissance moyenne), plutôt que sur des valeurs matérielles (puissance militaire ou économique), sont capables de façonner les préférences des autres États et gagner plus de confiance et un plus grand ralliement de ces derniers.

C'est ainsi que Nye Jr (2004, pp. 5–11) évoque la notion de *Soft Power*³ ou capacité de ralliement, dont il faut savoir se servir pour exercer son pouvoir de manière indirecte. Selon Joseph Nye, le *Soft Power* est le pouvoir de persuasion d'un État sur les désirs de l'autre État, proposant des valeurs culturelles, politiques ou morales, ayant une force d'attraction pour l'autre État (Nye Jr, 2004, p. 5-11).

C'est ce pouvoir de persuasion qui a permis aux États-Unis et à la Chine de réussir à maintenir leur position hégémonique (superpuissance) (Macleod & O'MEARA, 2010, p. 23; Mayer, 2010, p. 7-10).

Pour ce qui est de l'État canadien, nous notons une forte influence au cours de la période 1948-2000 dans les négociations internationales et qui a permis au Canada d'obtenir un siège à six reprises au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies.

Il est donc intéressant de bien définir le concept de Soft Power et d'identifier les variables du Soft Power susceptibles de marquer l'influence d'un État sur la scène internationale.

5. La valorisation du Soft Power

Le concept de *Soft Power* fut développé pour la première fois par Joseph Nye, pour expliquer les raisons des changements survenus après la guerre froide. Selon lui, l'usage de la puissance militaire n'était plus le moyen contraignant le plus sûr pouvant servir aux États pour garantir leur sécurité et faire valoir leurs intérêts.

³ Joseph Nye. *Bound to Lead : the Changing Nature of American Power*. New York : Basic Book, 1990

À cet effet, le Soft Power pouvait donc s'appuyer sur des valeurs culturelles, politiques ou morales, plutôt que sur les valeurs matérielles telles que la puissance militaire ou économique, appelée *Hard Power* (habilités à changer ce que font les autres en utilisant la coercition, le commandement ou l'endurcissement). Ainsi, un État qui veut convaincre les autres États de le voter pour une place au Conseil de Sécurité de l'ONU doit se doter d'une politique étrangère de ralliement, qui façonne les préférences des autres États et qui coopte les gens.

Ainsi, l'attractivité ou le rayonnement politique d'un pays dépend de plusieurs idées et attitudes différentes, dont trois composantes sont essentielles: la culture, les valeurs politiques et enfin, la politique étrangère (Nye Jr, 2004, p. 68).

5.1. Culture

L'identité et la culture, au même titre que les intérêts, jouent un rôle dans les relations internationales, et notamment dans la définition et la mise en œuvre des politiques étrangères (Cathelin, 2008, p. 64).

La culture permet de se singulariser et de convaincre un plus grand nombre de personnes ou d'États. Le rôle de la culture pendant la Guerre froide a été incontestable en ce sens qu'elle a été porteuse d'idéologie. On la qualifie ainsi de puissance immatérielle et évanescence, car elle ne connaît pas de frontière, ou de limites. Elle peut s'immiscer plus aisément dans d'autres pays et reste difficile à contrer (Lepri, 2011, p. 4; Nye Jr, 2004, p. 11-15).

Selon Yves Eudes cité par Lepri (2011, p. 4), « l'expansion culturelle est un instrument de conquête, de maintien et d'expansion du leadership ».

Pour Tony Shaw cité par (Lepri, 2011, p. 4), le style de vie américain (*American way of living*) a largement influencé la culture mondiale à travers la mobilisation des écrivains, des artistes, des savants, des cinéastes, des journaux et des associations, à des fins de propagande, d'information et de subversion des sociétés étrangères. Il fallait selon Homer Capeheart cité par (Lepri, 2011, p. 4; Nye Jr, 2004, p. 11-15) « vendre les États-Unis au reste du monde ».

Selon ses propos :

Pour le gouvernement américain, « la diplomatie culturelle ou ancêtre du soft power, couplée aux politiques économiques et militaires, permettait de conserver l'allégeance stratégique de l'Europe de l'Ouest et de minimiser l'influence du communisme dans cette zone d'une manière bien plus insidieuse, mais surtout bien plus persuasive que cela n'aurait pu être accompli avec des politiques plus directes et envahissantes » (Lepri, 2011, p. 4).

La culture donne ainsi un sens à une société grâce à ses valeurs et pratiques. Les industries culturelles américaines dominent l'essentiel des marchés mondiaux (blockbusters telles que Hollywood, sport, médias, musique, McDonald's).

Pour mieux saisir le rôle de la culture, il est important faire une distinction entre la culture de l'élite (littérature, art et éducation) et à la culture populaire faisant intervenir les mass-médias par exemple.

La diplomatie culturelle par exemple permet d'établir, de développer et de maintenir des relations avec les États étrangers par le biais de la culture, de l'art et de l'éducation (promotion des institutions, du système de valeurs et la personnalité culturelle d'une nation) (Lepri, 2011, p. 4; Nye Jr, 2004, p. 11-15).

Tandis que les canaux de communication (médias et réseaux sociaux) constituent également un élément important du Soft Power. Les pays les plus attractifs et influents sont ceux ayant de multiples canaux de communication qui contribuent à encadrer les problèmes, dont la culture et les idées dominantes sont plus proches des normes mondiales en vigueur (Nye Jr, 2004, p. 31).

Plusieurs sondages ont d'ailleurs montré que la « culture populaire a rendu les États-Unis excitants, exotiques, riches, puissants, créateurs de tendances à la pointe de la modernité et de l'innovation » (Nye Jr, 2004, p. 5-11).

5.1.1. Culture populaire

La culture populaire faisant intervenir les éléments tels que les blockbusters (production cinématographique), le sport, la musique, les McDonald's ne sera pas analysée, car non seulement la mesure de son impact est difficile à saisir, mais également, elle peut faire intervenir de grosses dépenses lors de la préparation d'une campagne électorale. Par ailleurs, comme le souligne Nye, «elle n'est pas attractive dans certains États comme le monde islamique ou le Rwanda » (Nye Jr, 2004, p. 12).

Toutefois, la campagne électorale fait régulièrement intervenir les variables de la culture populaire ou de l'élite pour promouvoir la politique étrangère d'un État et diffuser l'information : il s'agit de l'utilisation des mass-médias et des réseaux sociaux (radio, Tv, site web, Facebook, Tweeter, Linkedin, etc.). Nous analyserons ainsi ces éléments comme variables de la campagne électorale.

En plus, la campagne électorale est un facteur qui n'intervient que lors d'une éventuelle candidature d'un pays au Conseil de Sécurité de l'ONU en vue de l'obtention d'un siège. À cet effet, nous allons la considérer comme une composante de la politique étrangère persuasive et non comme un élément de la culture populaire.

5.1.2. Culture de l'élite

La culture de l'élite (littérature, art et éducation) quant à elle ne sera pas également analysée, car avec la mondialisation, il existe de nouveaux modèles de cultures qui se démarquent et qui remettent en question l'hégémonie culturelle de certaines grandes puissances comme l'Amérique.

5.2. Valeurs politiques

Les valeurs politiques sont celles investies d'une autorité morale, qui permettent aux acteurs de réduire les coûts associés à l'exercice du leadership. Il s'agit donc des valeurs de tolérance et de démocratie, de justesse ou de légitimité (Nye Jr, 2004, p. 11-15; Schiffino et al., 2015, p. 86).

Pour Melissen (2005, p. 47), les valeurs politiques sont essentielles pour établir l'ordre public, surtout si elles intègrent la promotion des droits de l'homme, la diffusion des valeurs démocratiques, la bonne gouvernance, et le rôle des médias dans la société civile.

Il est parfois difficile d'établir une relation causale entre les valeurs et les politiques publiques, car ces derniers peuvent être considérés à la fois comme la cause et l'effet du même phénomène. Si un pays possède une politique sociale limitée à la demande de sa population, alors il devient difficile de retenir une définition précise des valeurs dans la mesure où elles changent en fonction du temps et l'espace. Cela limite l'analyse des valeurs politiques à cause de leur interprétation (Maioni, 2003).

En se basant sur la Charte des Nations unies, les valeurs politiques telles que la démocratie ou la tolérance sont incluses dans les valeurs et principes fondamentaux de l'ONU, notamment la protection de l'environnement, le respect des droits de l'homme, la réduction de la pauvreté et des inégalités à travers l'aide publique au développement, le maintien de la paix et de la sécurité mondiale et la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement.

Il peut donc arriver que deux États qui présentent leurs candidatures pour l'obtention d'un siège respectent totalement ou partiellement ces principes. Il est donc important de considérer un facteur qui fera la différence entre les deux États, ce qui conduira à choisir tel État plutôt que de choisir tel autre.

Le fait que le *soft power* s'appuie uniquement sur des valeurs culturelles, politiques ou morales, plutôt que sur les valeurs matérielles telles que la puissance militaire ou

économique, nous emmène à retenir finalement comme variable d'analyse du *soft power*, la politique étrangère d'un pays.

5.3. La politique étrangère

Comme le souligne Gazeau-Secret (2013, p.108), « le soft power nécessite la transformation d'une politique classique de diffusion ou de rayonnement culturel en une logique d'influence avec des objectifs et un champ d'action plus larges et plus diversifiés ».

À cet effet, une politique étrangère qui valorise ou intègre le Soft Power sera appelée politique étrangère persuasive ou de ralliement.

Ainsi, une politique étrangère de ralliement favorise les idées de médiation ou de coopération et offre la possibilité d'exercer une influence disproportionnée par rapport aux capacités réelles d'une influence basée sur des ressources et la puissance militaire (Cathelin, 2008, p. 16; Michaud, 2014, p.726).

La politique étrangère persuasive intègre donc la mise en valeur des idées dominantes qui sont plus proches des normes mondiales en vigueur, qui créent du sens pour une société, et qui marquent le degré d'ouverture et d'adhésion d'autres sociétés à son modèle.

Tel est le cas des propositions faites par le Canada, et qui ont abouti à la création des Casques bleus et du Programme alimentaire mondial (Gosselin, 1989, p. 167-185), ou de la Turquie qui, grâce à un mécanisme de consultation et de coopération, avait développé plusieurs plateformes de discussion avec les États membres de l'ONU, dont les problèmes n'avaient pas reçu de soutien, afin de créer des initiatives constructives de coopération (Kirecci, 2009, p. 4-5).

La campagne électorale valorisante, les idées novatrices persuasives, et la coopération constructive sont les trois composantes principales d'une politique étrangère persuasive ou de ralliement.

5.3.1. La coopération constructive

L'idée de la coopération constructive a été défendue par Painchaud (1989, pp. 5–9). Ce dernier estime que la participation aux organisations internationales est non seulement une condition de réalisation d'un certain nombre d'objectifs pour l'ensemble de la communauté internationale, mais aussi un moyen spécifique d'assurer la défense de ses intérêts. Ce caractère a permis au Canada d'être présent dans la plupart des organisations internationales telles que l'ONU, au sein du Commonwealth, l'OCDE, le GATT, la Francophonie, et l'Alliance atlantique (Painchaud, 1989, p. 5-9).

La coopération constructive est donc une forme de multilatéralisme qui emploie des stratégies et des méthodes mutuellement avantageuses, permettant à un État de faire valoir ses intérêts tout en tenant compte de ceux des autres États et en faisant valoir les principes fondamentaux de l'ONU.

Dans le cadre de la résolution des conflits, un processus de coopération constructive conduit à de bons résultats et a comme avantages la satisfaction mutuelle et le renforcement des relations de coopération (Deutsch, 2011, p. 23-40).

L'utilisation d'une stratégie de coopération constructive a favorisé l'élection de la Turquie en 2008 (Kirecci, 2009, p. 4-5). Nous identifions également cette approche pour le succès de certains pays comme le Canada en 1998 et l'Australie en 2012 au Conseil de Sécurité de l'ONU pour un siège non permanent.

5.3.2. Idées novatrices persuasives

Après la Guerre Froide, la plupart des États ont procédé à des adaptations de leurs politiques étrangères. Au cours de cette période, les idées ont joué un rôle déterminant à travers l'affrontement des idéologies totalitaires et libérales entre 1917 et 1989 (Hassner, 2000, p. 2-18).

Mais d'autres auteurs pensent, comme le souligne Hassner (2000, pp. 2–18), que l'idéologie a disparu avec la guerre froide en remplacement de la Realpolitik (vision des relations

internationales fondée sur la rivalité des États), qui cherche à défendre leurs intérêts en matière de puissance et de sécurité. Ce qui n'est pas forcément le cas puisque les idées telles que le keynésianisme ont favorisé la création d'un nouvel ordre international après la Seconde Guerre mondiale (Venesson, 1995, p. 4-11).

La plupart des États membres de l'ONU souhaitent une plus grande efficacité du Conseil de Sécurité. Ainsi, la transparence, la réforme, le partage d'idées et les consultations entre le Conseil de Sécurité et les États membres sont régulièrement à l'ordre du jour lors des Assemblées générales de l'ONU et réunions du Conseil de Sécurité. C'est ainsi qu'une note avait été établie par le Conseil de Sécurité en 2010, dans la perspective d'accroître l'efficacité et la transparence des travaux du Conseil de sécurité, de renforcer les échanges et le dialogue avec les États membres ou non membres du Conseil (UN, 2013).

Dans cette perspective, la contribution en idées persuasives dans l'optique d'accroître l'efficacité de l'ONU ou du Conseil de Sécurité peut constituer un argument crédible pour un siège non permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Les idées persuasives peuvent donc être relatives à la réforme du Conseil de Sécurité, à la transparence, aux consultations, aux opérations de maintien de la paix, et au dialogue avec les États non membres de l'ONU. Le choix d'idées peut être diversifié, mais doit tenir compte du mandat conféré au Conseil de Sécurité par la Charte des Nations Unies (UN, 2013).

D'après ce qui précède, une idée novatrice est toute action ou programme qui contribue à l'atteinte des objectifs de l'ONU. Elle peut être relative à la réforme du Conseil de Sécurité, au maintien de la paix et sécurité, ou au dialogue avec les États non membres de l'ONU. Elle est persuasive quand elle rallie un très grand nombre d'États membres de l'ONU, lesquels ont des aspirations qui reflètent les valeurs et principes fondamentaux de l'ONU que nous avons évoquée plus haut. Tel est le cas de la contribution du Canada à la création des casques bleus, du Programme Alimentaire Mondial et son implication aux recherches ayant abouti à la création de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique.

Nous pensons que les idées novatrices persuasives ont contribué à l'obtention de sièges non permanents au Conseil de Sécurité par certains pays comme le Canada, la Turquie et l'Australie. À cet effet, nous avons présenté ci-après, les expériences de ces trois pays au Conseil de Sécurité de l'ONU.

5.3.3. La campagne électorale valorisante

Plusieurs auteurs pensent que la réussite au Conseil de sécurité passe par l'organisation d'une bonne campagne électorale, étant donné que ces dernières ont un effet non négligeable.

C'est ainsi que Malone (2000, pp. 6–22) souligne que la bataille pour un siège non permanent au Conseil de Sécurité est de plus en plus intense et la compétition de plus en plus rude et leurs candidatures sont annoncées de plus en plus à l'avance. Par exemple, la Grèce a annoncé sa candidature plus tôt par rapport à la date des élections du Conseil de Sécurité pour un mandat en 2005-2006 et l'Autriche l'a fait également pour son mandat de 2009-2010.

Il est donc important de bien articuler son programme et ses intentions dès l'annonce de la candidature. L'utilisation de l'art et la culture, ainsi que les médias a un effet sur l'influence d'un État, sans oublier l'organisation des conférences. Tel a été le cas de la Grèce en 1998, dont le seul siège obtenu remonte à la période 1952-1953.

La promotion d'une brochure impressionnante ayant circulé à New York et dans certaines grandes capitales mondiales a attiré l'attention de plusieurs pays. La brochure montrait clairement la géographie et les civilisations grecques. Elle ressortait également les thèmes clés de l'ONU (maintien de la paix, droits de l'homme, réforme de l'ONU) tout en faisant allusion subtilement à son rôle lors des Jeux olympiques) (Malone, 2000, pp. 8-10).

Ainsi, une campagne électorale valorisante est celle qui s'annonce et qui se prépare plusieurs années en avance au cours de la période précédant le vote du Conseil de Sécurité, qui intègre un réseau diplomatique dynamique et qui développe ou soutient les thèmes relatifs aux valeurs et principes fondamentaux de l'ONU.

Dans le cas particulier du Canada, le rôle de puissance moyenne a toujours permis au Canada d'influencer les négociations internationales et à obtenir un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU (Cathelin, 2008, p. 16; Gosselin, 1989, p. 167-185; Michaud, 2014, p. 726-727).

Pour Roussel, Paquin, & Nossal (2007, pp. 159&315), « la persuasion demeure la principale, sinon la seule technique à la disposition d'un pays comme le Canada ». À cet effet, Lloyd Axworthy, ministre canadien des affaires étrangères de 1996 à 2000 considérait le *Soft Power* comme le moyen privilégié de mettre en œuvre la politique de sécurité humaine.

Mais contrairement à Lloyd Axworthy, « le gouvernement Harper semblait ambivalent face au *Soft Power*, hésitant visiblement de s'en débarrasser, mais peu soucieux d'en faire une promotion aussi active que ses prédécesseurs » (Roussel et al., 2007, p. 273).

Il ressort ainsi que l'influence du leadership et du style décisionnel sont très utiles dans la politique étrangère de ralliement. Comme le souligne Charle-Philippe, « les leaders ont souvent pour défi de transcender l'isolement pour forger les consensus nécessaires ». À cet effet, le ralliement devient aussi bien un objectif gouvernemental plutôt que public (Charles-Philippe, 2015, p. 294).

5.3.4. L'influence des styles de leadership

On peut donc distinguer selon Nye Jr (2013, p. 9), quatre catégories de leadership combinées à un style décisionnel donné:

- le leadership transformationnel au style inspirant
- le leadership transformationnel au style transactionnel
- le leadership incrémental au style transactionnel
- le leadership incrémental au style inspirant

Le style transactionnel désigne les leaders qui utilisent les ressources du *Hard Power* pour la coercition, afin atteindre leurs objectifs. *Le style transactionnel* ne doit donc pas être confondu avec *le charisme*. *Le style inspirant* quant à lui désigne les leaders qui se servent

de leur *Soft Power* pour l'attraction et la persuasion. *Le leadership transformationnel* apporte ainsi une vision nouvelle afin de changer le cours de l'histoire tandis que *le leadership incrémental* peut être soit du statu quo, soit des petits changements, ou enfin une adaptation graduelle de la vision, des objectifs ou des ressources (Nye Jr, 2013, p. 9).

Mais, *le leader investit de Soft Power* (leadership transformationnel au style inspirant), se distingue par son intelligence émotionnelle (maîtrise de soi émotionnelle et capacité à utiliser des indices émotionnels pour attirer les autres); sa vision (une image attrayante de l'avenir qui équilibre les idéaux, les objectifs, et capacité); et la communication (la capacité d'utiliser des mots et des symboles pour persuader à la fois un cercle intérieur et un public plus large). Par ailleurs, ils peuvent aussi faire recours à l'intelligence contextuelle pour ajuster leur style à la situation et aux besoins de leurs disciples (Nye Jr, 2013, p. 9-14).

Il peut arriver qu'un leader implante son Soft Power au niveau national, mais soit incapable de transformer les attitudes isolationnistes d'un pays en politique étrangère. Tel a été le cas de Franklin D. Roosevelt, ancien président américain. Ce dernier a été obligé d'utiliser très indirectement les méthodes transactionnelles de négociation pour son soutien à la Grande-Bretagne avant la Seconde Guerre mondiale. Sa population était d'accord pour la transformation sur les questions sociales, mais pas sur la politique étrangère (Nye Jr, 2013, p. 9-14).

5.3.5. L'influence du système de prise de décision

Pour Charles-Philippe (2015, p. 296), les échecs en politique étrangère sont largement attribuables à l'existence des grandes lacunes dans le système de prise de décision. Des

rivalités entre conseillers, une information incomplète ou fausse, une présentation des options erronées peuvent constituer des facteurs de défaillance d'un processus décisionnel.

Pour Alexander & Stern (1998, pp. 199–280)⁴ et Charles-Philippe (2015, p. 296), le système de gestion compétitif encourage la libre expression des conseillers. La concurrence est au premier ordre pour gagner la confiance du leader, et les points de vue sont le plus contradictoires par manque d'unanimité.

Dans le style formel, les options étudiées au plus bas niveau sont filtrées au niveau hiérarchique supérieur et acheminée en nombre limité au leader qui choisit l'option finale en présence de ses conseillers. Dans le système collégial, les conseillers après avoir écouté les avis de la bureaucratie, choisissent l'option qu'ils jugent meilleure par la proposer au leader.

Quant à la centralisation, elle permet au leader de contrôler les interactions des conseillers et l'acheminement de l'information. Ainsi, la prise de décision peut être dominée par les préférences du leader. Une forte centralisation conduit en gestion formelle, à des décisions consensuelles ou de compromis et dans un système collégial, à des solutions dominantes.

Dans ce cas précis, on aura une politique étrangère conformiste. Mais, quel que soit le système, une faible centralisation peut conduire à des impasses décisionnelles (paralysie et contradictions). On aura forcément ici une politique étrangère incohérente (Charles-Philippe, 2015, p. 296-303).

Au regard de ce qui précède, il est également important de connaître le processus décisionnel et le système de gestion de Stephen Harper. Était-il du style formel, compétitif, collégial, ou centraliste ? *Quel serait son impact sur la campagne électorale en vue de l'obtention d'un siège en 2010 ?*

6. Le multilatéralisme en politique étrangère

⁴ Voir aussi: Alexander George, *Presidential Decision-Making in Foreign Policy: The effective Use of information and Advice*, Boulder (Colo.), Westview press, 1980.

L'essor du commerce international, la promotion de normes communes, la santé, la paix et sécurité, ainsi que la lutte contre les inégalités, emmènent les États à envisager le multilatéralisme comme un système de coopération mondial dans lequel chaque État cherche à développer des relations de coopération avec les autres États. Ainsi, le multilatéralisme peut être considéré comme un moyen d'entraide entre les États, de gestion commune pour des problèmes communs, de régulation des relations entre eux (Novosselof, 2002, p. 3-4).

En ce qui concerne les relations entre un État et l'ONU, l'approche multilatérale peut-elle être utile dans la préparation de la campagne électorale de l'État concerné dans la perspective de l'obtention d'un siège non permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU ?

Dans les affaires internationales, un État doit se distinguer par une politique étrangère persuasive, laquelle doit s'exprimer par une ou des méthodes en fonction de la culture politique, de la situation géopolitique, des contraintes qu'un État doit surmonter. À cet effet, Painchaud (1989, pp. 5-9) considère le multilatéralisme comme une approche qui a convenu au Canada dans les relations internationales au lendemain de l'année 1945. C'est au courant de cette année que le Canada a obtenu son premier siège non permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU (Painchaud, 1989, p. 5-9).

Mais si on tient compte d'un savoir-faire (formation) et des techniques particulières (élaboration des doctrines de politique étrangère), garantes d'une certaine efficacité en politique étrangère, le multilatéralisme devient un moyen de multiplier les éléments d'influence en fonction des moyens utilisés et du système politique en place (Painchaud, 1989, p. 5-9).

Ainsi, l'approche multilatérale est susceptible de fournir à un État un vaste réseau diplomatique essentiel dans les échanges, les négociations, et les consultations susceptibles d'être exploités lors de la campagne électorale en vue de la préparation de la candidature d'un État pour un siège non permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. L'Allemagne et le Portugal ont largement bénéficié des avantages des différents réseaux diplomatiques

entretenus avec les autres États membres de l'ONU (AAK, 2010; Canoë, 2010; FFOPD, 2013).

Bien que des critiques soient portées sur le multilatéralisme, ce dernier peut permettre à un État d'occuper une place importante dans le système international grâce à des méthodes de gestion et de participation à la vie internationale (Painchaud, 1989, p. 5-9).

7. Identification des auteurs qui apportent un début de réponse

Sur 135 promesses écrites d'appui et même une quinzaine d'autres verbales, pour un total d'environ 150 engagements, la candidature du Canada n'a pas attiré l'attention des membres de l'ONU en 2010.

D'après Jocelyn Coulon (2018, p. 115), le Canada s'est éloigné du Royaume-Uni et de la France pour rejoindre de plein pied les États-Unis et Israël. Les prises de positions pro-israéliennes dans les forums internationaux, et la polarisation des votes sur les résolutions à l'ONU au détriment des principes ont coûté cher au Gouvernement canadien (Harper) et lui a valu un échec en 2010 pour sa tentative d'obtenir un siège non permanent.

Pourtant, depuis le plan de partage de la Palestine, le Canada s'est montré un acteur juste et impartial dans le conflit israélo-palestinien au moins jusqu'au milieu des années 2000 (Coulon, 2018, p. 118-119). Le départ du premier Jean Chrétien et l'accession au pouvoir du libéral Paul Martin (2003-2006) ont marqué une inflexion pro-israélienne qui s'est accentuée sous le mandat du conservateur Stephen Harper (2006-2015). Cette inflexion s'est déplacée sur le plan diplomatique, plus particulièrement sur les résolutions de l'ONU, portant sur le conflit Israélo-palestinien et sur certaines questions israélo-arabes qui passent au vote. Le Gouvernement Harper avait cessé d'appuyer les condamnations d'Israël (Coulon, 2018, p. 108-129).

Par ailleurs, l'échec relève aussi des critiques du Premier Ministre Stephen Harper envers l'ONU, ainsi que son soutien sans faille à Israël et son indifférence envers l'Afrique: cela auraient coûté au Canada les votes d'une centaine de pays (page 106-108). L'arrivée des

conservateurs en 2006 change les priorités du Canada. Le gouvernement ferme des ambassades, réduit l'aide au développement, limite les déplacements des ministres sur le continent, et suscite la grogne des Africains au sujet des questions liées à la cause palestinienne: ce qui a emmené l'écrasante majorité des pays africains à voter contre le Canada à l'élection du Conseil de sécurité en 2010 (Coulon, 2018, p. 106-129).

Stephen Seligman a montré en 2016 au sujet des votes de l'Assemblée Générale de l'ONU de 1994 à 2015, que les votes du Canada sur cinquante résolutions (embargo américain contre Cuba, armes nucléaires, conflit-israélo palestinien, etc.), n'avaient pas changé avec l'arrivée des conservateurs au pouvoir en 2006.

Toutefois, on note une exception sur le conflit israélo-palestinien, du fait de la modification de la position canadienne par Stephen Harper, qui s'était aligné le plus souvent aux positions d'Israël et des États-Unis (Coulon, 2018, pp. 120–121; Steven Seligmann, 2016).

Pour Buzzetti Hélène cité par J. Coulon (2018, pp. 120–121), l'échec du Canada est dû à une confusion autour de l'appui du Gouvernement américain. En effet, le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, soulignait en 2010 au lendemain de l'échec que les États-Unis avaient promis d'appuyer la candidature canadienne pour l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais les médias américains, en particulier Fox News, déclarait le contraire en se basant sur une lettre signée par Grenell, ancien porte-parole de quatre anciens ambassadeurs américains à l'ONU sous l'administration de George W. Bush: Il prétend que l'actuelle ambassadrice américaine à l'ONU, Susan Rice, aurait donné la consigne à son équipe de ne pas faire campagne pour le Canada (Buzzetti, 2010; Coulon, 2018, p. 120-121).

Par ailleurs, M. Grenell disaient que des sources au département d'État avaient soutenu que « non seulement l'ambassadrice américaine Susan Rice n'a pas fait campagne pour l'élection du Canada, mais qu'elle a même donné la consigne aux diplomates américains de ne pas s'impliquer dans les semaines précédant le vote serré » (CTV-News, 2010).

Mais cette information avait été démenti par le porte-parole du département d'État de 2010, Philip Crowley, pour dissiper les doutes. Il déclarait à cet effet que « Nous aimons le Canada. Nous appuyons le Canada, excepté quand une médaille d'or est en jeu» (CTV-News, 2010).

Christopher Sands pense plutôt que l'échec du Canada provient d'une campagne électorale insuffisante. Celle-ci reposait trop sur les performances passées du Canada et pas assez sur de nouvelles idées pour l'avenir: «Il s'agissait davantage d'un nous l'avons mérité que de voici ce que nous ferons si nous étions élus» (CTV-News, 2010).

C'est ainsi que Paul Heinbecker, analyste de la politique étrangère et ancien ambassadeur canadien à l'ONU, pense quant à lui que le Canada a probablement perdu son siège à cause de sa lenteur face au changement climatique, un déplacement de l'aide hors d'Afrique et un soutien indéfectible d'Israël (CTV-News, 2010).

Compte tenu de ce qui précède, Il sera donc intéressant de déterminer les causes susceptibles d'avoir contribué à l'échec connu par le gouvernement canadien en vue de l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010. Au regard des implications de l'échec sur les relations internationales, la recherche de ses causes est pertinente et peut donc se justifier, si l'on se base sur le fait que le gouvernement fédéral actuel compte toujours à obtenir un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Aussi, les conséquences qui découlent de l'échec expliquent également les raisons de cette étude. La recherche proposée est par ailleurs intéressante dans la mesure où fort peu de travaux ont tenté d'expliquer cet échec. Celles qui ont tenté de le faire n'ont pas proposé un cadre de recherche susceptible de servir comme référence pour toute étude s'intéressant à l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies.

8. La question de recherche

L'échec connu par le Canada au Conseil de Sécurité en 2010 avait beaucoup fait réagir sa population, les partis d'opposition, les groupes de pression, la presse nationale et

internationale, ainsi que les universitaires, étant donné que les Canadiens sont attachés aux Nations unies depuis 1945.

Quatre ans après que Stephen Harper ait marqué sa détermination au nom du Canada à poursuivre l'objectif de maintien de la paix dans le monde (2006-2010), la candidature du Canada au Conseil de sécurité de l'ONU en vue de l'obtention d'un siège en 2010 a été rejetée par la communauté internationale, alors que le Canada avait réussi à obtenir un siège à six reprises depuis 1948, la dernière fois en 1998-2000. Qu'est-ce qui explique l'échec du Gouvernement canadien au Conseil de Sécurité de l'ONU pour l'obtention d'un siège en 2010 ?

Au regard de l'intérêt marqué par le Gouvernement actuel de briguer un siège au Conseil de Sécurité au cours de la période 2021-2022, étant donné que la liste des candidats dans le groupe des États d'Europe occidentale et autres États de l'ONU est complète jusqu'en 2020 (Bellavance, 2016b; Blouin, 2016b), il est donc important de connaître au cours de la période 2006-2010, les causes de l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies.

9. Démarche méthodologique

Notre étude étant qualitative, nous allons utiliser uniquement des données secondaires (documentation et vidéos), notamment celles de la littérature, de la presse, et des médias, qui regorgent davantage d'informations et décrivent parfaitement les concepts identifiés.

Nous n'analyserons pas les précédentes campagnes électorales du Canada (1945-1998), faute de données complètes (vu la nature et le type de variables). Nous avons prévu de réaliser des entrevues dans la perspective d'avoir des données complètes qui répondent au choix de nos variables d'analyse et de l'orientation donnée à notre étude, mais le critère de faisabilité ne nous a pas permis d'atteindre cet objectif.

Ainsi, les contributions canadiennes de 1945-1998, les expériences turques en 2008 et australiennes en 2012 au Conseil de Sécurité de l'ONU qui nous ont aidés à mieux définir et clarifier les concepts, nous serviront pour l'analyse comparative et les interprétations.

En plus, notre analyse comparative sera basée sur la candidature allemande et canadienne à l'élection du Conseil de Sécurité de 2010 pour ressortir les facteurs susceptibles d'avoir causé l'échec du Canada. Deux groupes de facteurs seront analysés: d'une part ceux de la campagne électorale et d'autre part, les facteurs extérieurs à la campagne électorale. Il sera également possible de porter un regard critique sur la future candidature du Canada pour la période 2020.

Le choix porté sur l'Allemagne se justifie du fait que ce dernier a obtenu un siège tandis que le Canada a connu un échec au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010. Par ailleurs ces deux pays ont des quotes-parts équivalentes pour des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Par ailleurs, nous tenterons de construire un cadre conceptuel à partir de la revue de la littérature, des variables pertinentes du Soft Power et facteurs susceptibles d'avoir causé l'échec du Canada. Ce cadre pourra ainsi servir comme référence pour toute recherche ou consultation s'intéressant à l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Chapitre 2 Facteurs de succès de l'Allemagne, de la Turquie et de l'Australie au Conseil de Sécurité de l'ONU par rapport au Canada

L'intérêt de ce chapitre est de présenter les facteurs de succès de l'Allemagne, de la Turquie, de l'Australie au Conseil de Sécurité de l'ONU par rapport à la candidature canadienne de 2010. Il s'agira de décrire ce qui semble expliquer le succès de l'Allemagne, de la Turquie et de l'Australie au Conseil de Sécurité par rapport au Canada.

1. Candidature de l'Allemagne

1.1. Promotion des droits humains et environnementaux

S'agissant de la promotion des droits de l'homme, l'Allemagne a été élue en 2006 pour une période de trois ans au nouveau Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Mais bien avant cela, l'Allemagne a contribué considérablement à la création du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme en 1993. L'Allemagne a toujours été membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies depuis 1979 et elle a été élue en 2006 pour une période de trois ans au nouveau Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (FD, 2017).

En 2007, l'Allemagne est parvenue, à la présidence de l'UE, à faire avancer la constitution du nouveau Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Elle a mis sur pied un dialogue constant pour promouvoir la mise en œuvre des normes internationales en matière de droits de l'homme et soutenu des projets de renforcement des droits des femmes et de protection des intérêts des enfants, des personnes handicapées et des réfugiés. Elle a également œuvré à la promotion du droit d'accès à l'eau potable et à l'assainissement (FD, 2017).

Afin de mettre davantage l'accent sur les droits de l'homme dans le cadre de ses activités dans le domaine de la coopération et développement, elle a adopté en 2004 un plan d'action qui fixe 17 mesures concrètes à mettre en œuvre avant la fin de 2007. Ce plan d'action a été mis à jour en 2008 et prolongé d'une nouvelle période de trois ans (FD, 2017).

Par ailleurs, elle travaille étroitement avec ses partenaires européens sur certains dossiers importants comme la lutte contre le recours à la torture et l'abolition de la peine de mort, la promotion du droit des femmes et des enfants.

Dans cette perspective, l'Allemagne a augmenté sa contribution de 10 % au budget de l'Organisation internationale du travail (OIT). On note également une contribution de 17,2 % au budget de la Cour pénale internationale (CPI) en 2006. Elle a par ailleurs favorisé la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). L'Allemagne est aussi le pays hôte du Tribunal international du droit de la mer, installé à Hambourg. En plus, l'Allemagne soutient également le travail de la Commission du droit international (CDI) chargée du suivi et de la codification du droit international.

Sur le domaine de l'environnement a appuyé la mise en œuvre du *plan-cadre Hyogo 2005-2015* et coopèrent étroitement avec la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et la Plate-forme pour la promotion des systèmes d'alerte rapide.

Depuis 2006, l'Allemagne est classée deuxième contributeur après le Royaume-Uni dans l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), dont le directeur exécutif d'origine allemande Achim Steiner, joue un rôle prédominant dans l'élaboration de la politique de protection du climat et dans la négociation du Protocole de Kyoto. L'Allemagne est le troisième contributeur au budget central de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le deuxième contributeur au fonds d'affectation spéciale destiné à promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dont l'engagement est évalué à hauteur de 1,3 milliard de dollars US sur cinq ans. L'Allemagne contribue également à la création d'un fonds pour l'énergie (Energy Facility) doté d'un budget dépassant 650 millions de dollars US) (FD, 2017; FFOPD, 2013, p. 1-18; Wille, Chauvistré, Bischoff, & Kleis, 2015, p. 78-140).

1.2. Valorisation du *Soft Power*

1.2.1. Coopération constructive

En ce qui concerne l'aide humanitaire, l'Afrique et l'Asie du Sud-est figurent parmi les pays prioritaires de l'aide humanitaire allemande. Un nombre important de réfugiés et de sans-abris ont bénéficié de l'aide d'urgence lors des crises du Soudan, Congo et Tchad entre 2006 et 2007.

L'Allemagne affiche également des contributions importantes aux actions du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), le Fonds international des Nations unies pour le secours à l'enfance (UNICEF), l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Programme alimentaire mondial (PAM). On note également l'appui de 27 projets bilatéraux en 2007, répartis dans 17 pays dans le cadre de la lutte antimines.

Entre 2005 et 2006, son aide publique au développement (APD) est passée de 10,1 milliards de dollars US en 2005 (soit 0,36 % du PIB) à plus de 10,4 milliards de dollars US en 2006 (soit 10 % du volume l'APD). On note par ailleurs une contribution en 2005 de 8,87 % du budget total de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Son slogan *Tout sauf les armes* permet aux produits provenant des pays les moins avancés d'avoir accès au marché européen. À cet effet, l'Allemagne œuvre fortement pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. Le montant alloué à ce titre s'élève à 4,4 milliards d'euros au niveau bilatéral (AAK, 2010, p. 1-19; FFOPD, 2013, p. 1-18).

Dans le cadre de la lutte contre la mortalité infantile et le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, l'Allemagne est l'un des principaux bailleurs de fonds dans ce domaine et a alloué jusqu'en 2008 environ 500 millions d'euros. L'Allemagne est par ailleurs le troisième contributeur de l'aide dans le secteur de l'eau et a déjà alloué au moins 350 millions d'euros pour financer des projets énergétiques et hydrauliques dans 29 pays prioritaires, dont 11 en

Afrique où elle est la principale bailleuse de fonds bilatérale. On note aussi que les universitaires allemands coopèrent avec des partenaires originaires de plus de 39 pays et 500 institutions d'Afrique. À cela viennent s'ajouter 550 projets de coopération universitaire (AAD, 2017, p. 1-10; AAK, 2010, p. 1-19; FFOPD, 2013, p. 1-18).

L'Allemagne comptait également débloquer entre 2008 et 2011 des fonds budgétaires supplémentaires se montant à 750 millions d'euros pour la coopération au développement et lancer en 2008, un nouveau programme (d'un montant de 30 millions d'euros par année), afin d'aider l'Union africaine, les organisations sous-régionales et certains pays dans la mise en œuvre des composantes civiles et policière de la Force d'intervention africaine. Ce programme est censé permettre à l'Afrique d'assumer elle-même la sécurité sur le continent, et réduire ainsi le nombre et l'envergure des missions de paix de l'ONU en Afrique à long terme (AAK, 2010, p. 1-19; FFOPD, 2013, p. 1-18).

1.2.2. Campagne électorale de l'Allemagne

En 2004, l'Allemagne avait adopté un plan d'actions ayant pour titre *prévention civile des crises, règlement des conflits et consolidation de la paix*, réaffirmant ainsi sa volonté de promouvoir la paix, la sécurité et contribuer à l'aide des pays en développement (AAD, 2017, p. 1-10; AAK, 2010, p. 1-18, 2010, p. 1-19; Laporte, 2014; Wille et al., 2015, p. 1-180).

Les objectifs de la politique étrangère au sein des Nations unies au cours de la période précédant le vote du Conseil de Sécurité en 2010 était clairement identifié : renforcer le droit international, défendre les droits de l'homme et protéger l'environnement mondial.

Par ailleurs, la coopération pour le développement était également l'un des objectifs de l'Allemagne, afin d'améliorer la situation des pays en développement, car le nombre de personnes souffrant dans le monde d'un manque de ressources avait atteint un record considérable entre 2008-2010.

Ces objectifs permettaient à l'Allemagne de contribuer à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement dont le but visé était la réduction de moitié, de la proportion de la

population mondiale vivant sous le seuil de la pauvreté, et empêcher la propagation du VIH/Sida afin d'assurer l'éducation de base pour tous à l'horizon 2015 (AAD, 2017, p. 1-10; AAK, 2010, p. 1-19; FFOPD, 2013, p. 1-18).

Mis à part son réseau diplomatique actif et dynamique, l'Allemagne a produit un document de campagne disponible en plusieurs langues sur les sites web de ses représentations diplomatiques à l'étranger. Ledit document intitulé *L'Allemagne et les Nations unies* donne un aperçu global des objectifs de la politique étrangère allemande, sa coopération avec les pays en développement, ses contributions à l'ONU et aux opérations de maintien de la paix et sécurité dans le monde.

Par ailleurs, une autre publication allemande intitulée *Allemagne : Faits et réalités*, offre différentes informations ainsi que des vidéos et graphiques interactifs sur l'histoire de l'Allemagne, sa politique étrangère, son engagement dans les opérations de maintien de la paix et sécurité, sa politique intérieure, et sa culture.

C'est ainsi que l'ancien le Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a inauguré en présence de la Chancelière Angela Merkel le 11 juillet 2006 à Bonn, le campus des Nations Unies, aménagé dans les anciens bâtiments entièrement rénovés du Bundestag en Allemagne. On comptait également 600 personnes travaillant au sein des organisations, des programmes et des bureaux onusiens installés à Bonn en 2010 (AAK, 2010, p. 1-19; FFOPD, 2013, p. 1-18; Wille et al., 2015, p. 1-180).

1.2.3. Idées novatrices valorisantes

Une fois devenue membre des Nations Unies en 1973, l'Allemagne a manifesté un engagement graduel en faveur de la paix, la sécurité, les droits de l'homme et le développement (AAD, 2017, p. 1-19; FD, 2017; FFOPD, 2013, p. 1-18; Novosselof, 2015, p. 4; Wille et al., 2015, p. 40-48).

Avant de se porter candidate à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2011-2012, l'Allemagne avait joué un rôle très actif dans la prise de décisions du

Conseil de sécurité de l'ONU notamment sur les questions relatives au droit international et en particulier le règlement des conflits. Depuis 1991, quelque 150 000 membres de ses forces armées fédérales, ainsi que 3500 agents de police et 1000 experts civils ont participé à des missions de paix internationales. Cette contribution à l'ONU a permis à l'Allemagne de remporter à quatre reprises, un siège non permanent au Conseil de sécurité, respectivement en 1977-1978, 1987-1988, 1995-1996 et 2003-2004 (AAD, 2017, p. 1-19; FFOPD, 2013, p. 1-18; Wille et al., 2015, p. 1-180).

S'agissant de l'influence de l'Allemagne dans les opérations de maintien de la paix entre 2004-2010, elle occupe le troisième rang des plus grands contributeurs au budget ordinaire des Nations Unies et à celui relatif aux opérations de maintien de la paix (172,8 millions de dollars US au budget ordinaire et 521 millions de dollars US en 2007 au budget des opérations de maintien de la paix, soit une contribution de l'ordre de 8,6 % au budget de l'ONU). Par ailleurs, l'Allemand Tom Koenigs a occupé le poste de Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afghanistan jusqu'en fin 2007 (AAK, 2010, p. 1-19; FFOPD, 2013, p. 1-18; Laporte, 2014; Novosselof, 2015, p. 4).

Non seulement l'Allemagne compte parmi les membres fondateurs de la Commission de consolidation de la paix, créée en décembre 2005 par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU, mais l'Allemagne figure parmi les principaux pays appuyant l'ONU sur les opérations internationales de maintien de la paix. En effet, 8 000 soldats allemands et 230 agents de police ont été affectés à des missions menées ou autorisées par l'ONU, dont près de 1 000 à des missions Casques bleus de l'ONU jusqu'à la de l'année 2007.

Entre octobre 2006 et février 2008, l'Allemagne a fourni un grand bataillon à la composante maritime de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Les opérations étaient menées par l'Allemagne. On note également les soldats et des agents de police dans les missions des Casques bleus au Soudan (MINUS), au Kosovo (MINUK), en Géorgie (MONUG), au Libéria (MINUL), en Éthiopie/Érythrée (MINUEE) et en Afghanistan (MANUA).

Considéré comme partenaire-clé pour la réforme de la police afghane, l'Allemagne a régulièrement déployé, entre 2002-2007, une quarantaine d'officiers supérieurs de police pour la formation de policiers afghans. Elle est également l'un des plus grands contributeurs à la mission de police de l'Union européenne (EUPOL) basée en Afghanistan (AAD, 2017, p. 1-19; FFOPD, 2013, p. 1-18; Wille et al., 2015, p. 1-180).

L'Allemagne demeure aussi l'un des principaux fournisseurs de troupes pour les missions internationales déployées dans les Balkans. On note 2800 soldats allemands déployés au Kosovo pour la mission de la KFOR et 290 soldats de la Bundeswehr affectés à la mission de l'Union européenne EUFOR-ALTHEA en Bosnie-Herzégovine, jusqu'en 2007.

La résolution du Conseil de Sécurité de mettre fin en 2006 aux combats et d'élargir le mandat et la taille de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), a donné une fois de plus l'occasion à l'Allemagne de fournir 1400 soldats et d'assurer jusqu'en 2008, le commandement de la composante maritime de la FINUL. On note par ailleurs un transfert de compétences vers la fin de la mission (AAD, 2017, p. 1-19; FFOPD, 2013, p. 1-18; Wille et al., 2015, p. 1-180).

Entre 2005 et 2007, des soldats et policiers allemands ont participé à la mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), la mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS). Par ailleurs, 250 soldats allemands pouvaient apporter leur soutien à l'opération hybride UA/ONU au Darfour (MINUAD). On note également une contribution importante de 750 soldats allemands déployés au Congo pendant les élections de 2006 et également dans le cadre de l'opération de paix de l'Union européenne en République démocratique du Congo (EUFOR/RD).

2. L'expérience de la Turquie en 2008

2.1. Promotion des droits humains et environnementaux

La Turquie a alloué en 2006 une aide totale de 700 millions de dollars à divers pays en développement. Elle a contribué à 20 millions de dollars pour rembourser les dettes des petites nations à l'ONU, afin de s'assurer qu'ils ne sont pas privés du droit de vote - pour la Turquie! En 2007, celle-ci a créé un fonds de 15 millions de dollars pour soutenir les petits États insulaires sous-développés. En outre, pour la première fois, elle a établi des relations avec les îles Marshall et Cook (Sassounian, 2008).

Par ailleurs, la Turquie a ouvert 10 nouvelles ambassades en Angola, au Tchad, au Ghana, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, à Madagascar, au Mali, au Mozambique, au Niger et en Tanzanie. En 2005, la Turquie est devenue membre observateur de l'Union africaine et en mars 2008, elle a annoncé qu'elle allouait 50 millions de dollars US en fonds de développement à plusieurs pays africains (Sassounian, 2008).

Sur le plan environnemental, compte tenu de l'extrême vulnérabilité des petits États insulaires au réchauffement de la planète qui pourrait les faire dépasser par l'élévation du niveau de la mer, les responsables turcs ont soudainement manifesté un intérêt pour les questions environnementales. Après s'être réuni à Istanbul en avril avec les dirigeants de plusieurs États insulaires, le ministre des Affaires étrangères Babacan a annoncé l'engagement de son gouvernement à lutter contre le réchauffement de la planète et l'élévation du niveau de la mer. Mais, la Turquie est l'un des très rares États qui résistait à l'adhésion du Protocole de Kyoto de 1997 sur le changement climatique (Sassounian, 2008).

Longtemps hostile, la Turquie a finalement approuvé la ratification du protocole de Kyoto en février 2009, qui impose une réduction des émissions de gaz à effets de serre d'ici la fin 2012. Elle refusait de signer l'accord pour ne pas entraver la croissance économique du pays. Selon le rapport de l'Agence nationale au plan, la signature du protocole aurait coûté approximativement 40 milliards de dollars US (31,3 milliards d'euros) et provoquerait une baisse sensible du produit national brut (Perrier, 2009).

2.2. Valorisation du Soft Power

2.2.1. Coopération constructive

Kirecci (2009, pp. 4–5), souligne que la Turquie a coordonné une initiative de diplomatie multidimensionnelle qui a porté sur les pays du Pacifique, d'Afrique Subsaharienne, de l'Amérique du Sud et de l'Asie Centrale et qui a consisté à l'organisation des conférences et des missions diplomatiques en vue de la préparation de la candidature de la Turquie au Conseil de Sécurité de l'ONU.

À cet effet, l'organisation des sommets d'envergure mondiale ayant pour objectif de renforcer les relations diplomatiques et de coopération économique, politique, sociale et culturelle, et aboutissant à la signature de certaines déclarations ou engagements est nécessaire. Par ailleurs, la contribution aux initiatives de l'ONU (aide au développement) et aux projets de développement dans les régions les moins développées du monde est impérative.

Carl Skau, ambassadeur suédois à l'ONU, note l'importance d'une stratégie basée sur des messages et des relations personnelles d'un ambassadeur avec ses collègues de l'ONU et dans les capitales des pays membres. Les tractations et les négociations sont continuelles, en coulisses pour s'assurer des appuis. Cette stratégie a permis à la Suède de développer des *relations fascinantes* avec de nombreux pays (Radio-Canada, 2017).

L'approche évoquée par Kirecci est intéressante dans la mesure où les conférences constituent un meilleur forum pour faire valoir ses idées et connaître les aspirations des autres États. On peut bien savoir au cours de ces forums ce que les autres États pensent de votre politique extérieure et quels sont vos actions susceptibles d'intéresser les autres. C'est ainsi une occasion de vendre sa politique extérieure et d'acheter celle des autres États: on peut donc parler de coopération constructive.

La contribution annuelle de la Turquie aux programmes d'aide au développement s'est élevée à plus de 700 millions de dollars américains entre 2003-2009. Combiné avec les contributions des ONG, le montant s'élevait à plus d'un milliard par an au cours de la période. De tels

efforts s'inscrivent dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement. Ces efforts ont contribué au renforcement de la confiance de la Turquie (Kirecci, 2009, p. 4-7).

2.2.2. Idées novatrices persuasives

La Turquie tout comme l'Australie ont connu la même expérience respectivement en 2008 et 2012, pour préparer leurs candidatures au Conseil de Sécurité en vue de l'obtention d'un siège. Mais quelques points différentient les deux pays. Chacun des deux, a accordé une importance particulière aux pays en développement, ainsi qu'à la promotion de leurs potentiel économique et culturelle.

À défaut d'accueillir une centaine de représentants des États membres de l'ONU comme l'Australie, la Turquie avait accueilli un grand nombre de pays africains, de l'Amérique du Sud, et de l'Asie Centrale. On note également des initiatives de coopération et investissements concentrées sur les pays en développement.

Par ailleurs, la Turquie a fourni depuis 2002, une gamme de services militaires sous l'égide de l'ONU (et de l'OTAN), dans des endroits allant de la Somalie à la Bosnie et du Kosovo au Liban. La Turquie a également dirigé les troupes de l'ONU (FIAS) en Afghanistan avec un grand nombre de militaires et fournit actuellement des services de maintien de la paix et de régions déchirées par la guerre du Liban.

Une chose essentielle à garder à l'esprit la Turquie a concentré une grande partie de ses efforts aux opérations de maintien de la paix du Conseil de Sécurité de l'ONU, et le rôle joué par la Turquie au cours de ces opérations pendant la période précédant le vote du Conseil de Sécurité a largement augmenté son influence sur la scène internationale (Kirecci, 2009, p. 4-7).

2.2.3. La campagne électorale de la Turquie

La Turquie a fait cinq ans de campagne électorale (2003-2008), après avoir gagné trois sièges en 1951–1952, 1954–1955 et en 1961. Ce succès est le reflet d'une transformation dynamique importante de sa politique étrangère entre 2003-2008 (travail acharné, diplomatie bien

coordonnée, contribution au bien-être de tous, la construction d'un nouveau cercle de confiance circonscrit autour de l'Afrique subsaharienne, l'Amérique du Sud et l'Asie Centrale (Kirecci, 2009, p. 4-7).

À cet effet, plusieurs conférences organisées ont été hautement visibles. Les plus importantes ont été d'une part la Conférence ministérielle des Nations Unies pour les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Istanbul du 9 au 11 juillet 2007. La réunion a discuté des questions relatives à la manière d'accroître la participation des Petites et Moyennes Entreprises aux activités mondiales en s'attaquant à leurs problèmes spécifiques pour attirer l'investissement et le commerce international par le biais du PNUD, la Turquie a accueilli cet événement et ont embrassé les problèmes des pays les moins développés du monde (Kirecci, 2009, p. 4-12).

D'autre part, le sommet de la coopération Afrique-Turquie à Istanbul a souligné le rôle positif de la Turquie dans le monde en général et ses initiatives constructives pour l'Afrique en particulier. La déclaration du sommet du 19 août 2008 à Istanbul, a salué la décision de l'Union africaine de reconnaître la Turquie comme partenaire stratégique et économique dans la coopération avec des États africains, et le règlement pacifique des différends, en soulignant le rôle du Conseil de sécurité des Nations Unies dans l'instauration de la paix et de la sécurité dans le monde, et demande au Conseil de sécurité de reconnaître le rôle positif de l'Union africaine dans la résolution des conflits du continent (Kirecci, 2009, p. 4-12).

Les dépenses de la campagne électorale turque pour son élection au Conseil de Sécurité en 2008 s'élèvent ainsi à 85 millions de dollars US (Kent, 2017).

Malgré le succès connu en 2008, la Turquie a connu un échec en 2014 pour une nouvelle tentative d'obtenir un siège au Conseil de Sécurité. Le ministre des Affaires étrangères turc Cavusoglu a attribué la défaite de son pays à une réticence et à l'abandon des valeurs turques (Sassounian, 2014).

Mais plusieurs raisons expliquent cette échec selon Sassounian (2014), notamment:

- La campagne vigoureuse menée par un grand nombre de pays contre l'adhésion de la Turquie: l'Arménie, Chypre, l'Égypte, la Grèce, Israël, la Syrie et l'Arabie Saoudite, entre autres
- La rivalité acrimonieuse du président Erdogan avec le puissant clerc musulman turc Fethullah Gulen, qui a entraîné la perte des votes de l'Assemblée générale pour la Turquie de plusieurs pays africains, où les partisans de Gulen sont largement présents
- L'erreur de jugement des dirigeants turcs de décider de présenter une nouvelle demande si tôt après leur élection au Conseil de sécurité en 2009-2010
- Le règne autocratique d'Erdogan au niveau national, y compris la répression sanglante des manifestations au Parc Gezi et l'emprisonnement des journalistes, ainsi que le blocage des réseaux sociaux Twitter et Facebook. Ses propos dédaigneux à savoir: «je me moque de ce que dira la communauté internationale», avaient affligé d'innombrables personnes dans le monde entier.
- Des relations tendues avec les États-Unis et l'Europe occidentale sur le refus de la Turquie de soutenir la guerre contre l'État islamique et de ne pas défendre les civils kurdes massacrés par des djihadistes étrangers à un jet de pierre de la frontière turque. En conséquence, des commentateurs influents ont appelé à l'expulsion de la Turquie de l'OTAN et au rejet de sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

3. L'expérience de l'Australie en 2012

3.1. Promotion des droits humains et environnementaux

L'Australie a fait tout ce que font normalement les candidats au Conseil de Sécurité: développer des relations bilatérales, faire du lobbying auprès des gouvernements, assister à des réunions, remplir ses diverses obligations de déclaration à l'ONU (Fullilove, 2009, p. 2).

Le meilleur argument pour l'élection de l'Australie a été la contribution apportée à la sécurité internationale. Elle était le 13e plus grand contributeur au budget de base des Nations Unies en 2009, fournissant 44 millions de dollars US. Si on inclut ses contributions au budget des opérations de maintien de la paix de l'ONU et les différentes agences des Nations Unies, le chiffre serait plus important (Fullilove, 2009, p. 6-7).

L'Australie est une puissance régionale importante dans la région d'Asie-Pacifique. Grâce à son leadership, l'Australie a joué un rôle important dans le Pacifique Sud, et en particulier dans la crise du Timor oriental en 1999 et les efforts internationaux de stabilisation et de développement après cette date (Conley Tyler, 2012, p. 22).

L'Australie a observé avec rigueur les résolutions du Conseil de sécurité de réduire les activités de prolifération des armes comme celles de la Corée du Nord. Elle a menée des missions mandatées par l'ONU au Timor-Leste et une assistance régionale aux Îles Salomon. Par ailleurs, l'Australie a été le plus grand contributeur non-OTAN à la force internationale d'assistance à la sécurité mandatée par l'ONU en Afghanistan (Conley Tyler, 2012, p. 10).

Sur le plan de l'environnement, le Premier ministre australien John Howard avait annoncé le 5 juin 2002 que son pays rejoindrait les États-Unis en refusant de ratifier le Protocole de Kyoto sur le changement climatique, bien que l'ayant signé auparavant (BBC-News, 2002).

L'Australie et les États-Unis ont exprimé leur préoccupation quant au fait qu'ils seront incapables de rester compétitifs avec des pays comme la Chine s'ils sont obligés de répondre aux coûts croissants qui accompagneront la mise en œuvre le protocole. À l'origine, l'Australie soutenait les principes exprimés dans Protocole lorsqu'ils ont signé un document préliminaire en 1997 qui était un document préparatoire non contraignant protocole (Papalia, 2005).

Bien que l'Australie ait décidé de ne pas ratifier le Protocole de Kyoto, les représentants du gouvernement ont déclaré qu'ils mettaient en œuvre des pratiques axées sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Curieusement, les objectifs fixés étaient approximativement proches de leur obligation vis-à-vis du protocole (limiter ses émissions annuelles moyennes de

gaz à effet de serre sur la période 2008-2012 à 108% de ses émissions en 1990) (Papalia, 2005; POA, 2010).

En 2007, l'Australie a finalement ratifié le Protocole par le gouvernement travailliste de Kevin Rudd, après une décennie de refus, malgré la signature du traité à l'origine. Mais les dirigeants suivants s'en sont à nouveau détournés. Les changements climatiques constituent une question très controversée dans la politique australienne. Le pays dépend fortement du charbon et est un gros exportateur. Il y a beaucoup de sceptiques locaux du climat dans le pays tel l'influence d'un puissant lobby minier sur les questions environnementales (POA, 2010; The-Guardian, 2012).

En novembre 2007, lors de son premier mandat à titre de premier ministre, Kevin Rudd a ratifié la première phase du protocole de Kyoto, engageant l'Australie dans une cible d'émissions visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre à 8% au-dessus des niveaux de 1990 au cours la période 2008-2012 (Ben Parr, 2015).

3.2. Valorisation du Soft Power

3.2.1. Coopération constructive

L'Australie a mené une coopération énergétique, stratégique et intensifiée. Pendant la période précédente du vote du Conseil de Sécurité, le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et les représentations diplomatiques étaient tous des défenseurs actifs. Par ailleurs, trois envoyés spéciaux ont été nommés pour renforcer les relations diplomatiques et approfondir le dialogue avec les différents pays sur les principaux défis mondiaux, en augmentant l'aide publique au développement.

Le multilatéralisme est resté une caractéristique centrale de la politique étrangère. Les diplomates australiens ont donc dû travailler très dur pour développer les structures diplomatiques et de soutien nécessaire pour soutenir l'adhésion efficace au Conseil de Sécurité. La poursuite d'une action multilatérale visant à promouvoir les intérêts nationaux prioritaires, ainsi que le renforcement des relations avec les principaux partenaires bilatéraux

pour faire progresser les relations extérieures à long terme a joué en faveur de l'Australie (Langmore & Farrall, 2016, p. 59-77).

Ainsi, le premier ministre australien a annoncé en début de campagne, une augmentation de l'aide publique au développement avec pour objectif d'atteindre 0,5 pour cent du revenu national brut (RNB) à l'horizon 2015.

3.2.2. Idées novatrices persuasives

L'Australie a développé et mises en œuvre quelques idées novatrices qui l'ont conduite à la victoire. Premièrement, elle a organisé des forums et événements importants montrant sa participation dans les opérations de maintien de la paix, de lutte contre les inégalités au sein des peuples aborigènes, et la lutte contre le trafic d'enfants.

Par ailleurs, l'Australie a invité plus de 100 représentants des 193 États membres de l'ONU en Australie pour une visite et de découverte du potentiel économique et culturel de l'Australie. C'était également l'occasion de se familiariser avec les représentants des États membres qui étaient censés voter lors des élections du Conseil de Sécurité de l'ONU en octobre 2012 (Langmore & Farrall, 2016, p. 59-77).

En outre, le fait que la plupart de ces visiteurs avaient peu de connaissances sur le pays a donné l'occasion à l'Australie de faire valoir sa diversité culturelle, sa richesse, et son potentiel. Son éloignement de l'Europe offre à ce pays une situation géostratégique et politique différente de celle de la sous-région. Cela offrait aux États membres la possibilité de diversifier leurs orientations politiques. C'est ainsi que certains représentants des pays africains par exemple, ont envisagé les possibilités d'investissement des sociétés minières australiennes dans leurs pays (Langmore & Farrall, 2016, p. 59-77).

À la surprise de la plupart des observateurs en octobre 2012, l'Australie a finalement obtenu 140 voix au premier tour de scrutin des élections du Conseil de Sécurité de l'ONU, représentant une nette victoire.

3.2.3. La campagne électorale de l'Australie

L'Australie avait déjà été élue pour un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU à quatre reprises: 1946-1947, 1956-1957, 1973-1974 et 1985-1986. Mais l'échec connu par ce pays à l'élection du Conseil de Sécurité en 1996 et sa décision de ne pas se porter candidat en 2006 a eu des conséquences non négligeables, car elle était complètement déconnectée du fonctionnement interne du Conseil de Sécurité au cours de la période précédant son vote pour la période 2012-2014 (Farrall & Prantl, 2016, p. 1-13).

À cet effet, sa décision de se porter candidat au Conseil de Sécurité pour un siège pour la période 2012-2014 a été jugée risquée par son parlement à cause de l'échec pour un siège connu en 1997-1998, face au Portugal et à la Suède. Les raisons principales de cet échec relèvent de l'antagonisme avec la France au sujet des essais nucléaires dans le Pacifique, le désaccord avec l'Inde sur le Traité d'interdiction des essais nucléaires et le manque d'expérience de certains ambassadeurs australiens aux États-Unis. En 2013, l'Australie devait ainsi affronter, la Finlande et le Luxembourg, deux candidats sérieux qui avaient participé à la course plusieurs années auparavant (Langmore & Farrall, 2016, p. 59-77).

Son élection au Conseil de Sécurité le 18 octobre 2012, obtenant 140 voix sur 193, a été attribuée à une campagne extrêmement professionnelle, car ses adversaires (la Finlande et le Luxembourg) étaient entrés dans la course plusieurs années auparavant pour les deux sièges vacants réservés au groupe *Europe de l'Ouest et autres*, pour la période 2012-2014.

Effectivement, grâce à six années de campagne, ces pays avaient déjà obtenu des promesses de votes d'un grand nombre de pays. Cela laisse croire que l'Australie cherchait uniquement le seuil requis des deux tiers de votes des États membres de l'ONU (soit 129 voix sur 193). L'un des principaux contributeurs à la campagne était le représentant permanent du pays auprès des Nations Unies, l'ambassadeur Gary Quinlan, qui a travaillé sans relâche à l'approche des élections pour s'assurer que les 193 États membres voteraient pour son Gouvernement (Farrall & Prantl, 2016, p. 1-13).

Ainsi, le slogan de campagne de l'Australie était: « Nous faisons ce que nous disons et la justification de sa candidature reposait sur le fait que si l'Australie est élue, elle chercherait à représenter des pays en développement ».

Un site web spécial de campagne a d'ailleurs été mis en place: *le site web pour l'adhésion de l'Australie au Conseil de Sécurité*, comme son nom l'indiquait. On a pu noter un grand titre à la une à savoir: *Australie: faire la différence pour les petits et moyens pays du monde* (Langmore & Farrall, 2016, p. 6).

Globalement, la campagne électorale de l'Australie selon les estimations, aurait coûté environ 25 millions de dollars US sur cinq ans. Malgré le mécontentement de certains leaders politiques des partis d'opposition, sa campagne électorale pour l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité a été appuyée partiellement ou totalement au moins par 71% de la population (Markovic, 2012).

4. Candidature du Canada en 2010

Le vote étant secret, il est difficile, voire impossible, de réaliser des entrevues pour interroger les membres de l'ONU qui ont voté au Conseil de Sécurité en 2010, afin de savoir pourquoi ils ont préféré l'Allemagne et le Portugal plutôt que le Canada. À cet égard, nous essayerons d'identifier les facteurs susceptibles d'être la cause de l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010, comparativement aux facteurs de succès de l'Allemagne, la Turquie, et l'Australie. Nous allons ainsi rechercher les facteurs qui peuvent avoir heurté les valeurs et principes fondamentaux de l'ONU.

4.1. Promotion des droits humains et environnementaux

À défaut de promouvoir les droits de l'homme et environnementaux entre 2006 et 2011 comme l'Allemagne, le Canada n'a pas respecté certains buts et principes de l'Organisation des Nations unies. Les partis politiques de l'opposition à Stephen Harper, à l'instar du nouveau Parti démocratique (NPD) de Thomas Mulcair, avaient réagi et organisé des manifestations publiques sur le fait que le Gouvernement n'avait pas engagé d'enquête sur la

violation des droits des femmes autochtones malgré sa recommandation par l'ONU. Face à cette situation, le gouvernement avait adopté une position de défense plutôt que de trouver des solutions.

Nous retenons donc que le Canada a :

- violé les droits des femmes autochtones (condamnée par l'article 1 [2] de la charte des Nations unies) et refusé de signer la déclaration des peuples autochtones
- vendu de l'équipement militaire et des armes aux pays que l'Organisation des Nations unies juge ne pas respecter les droits de l'homme (condamné par l'article 2 [5] de la charte des Nations unies)
- soutenu de manière déterminante et irrévocable le gouvernement d'Israël, accusé de crime de guerre et crime contre l'humanité (condamnée par l'article 2 [5] de la charte des Nations unies)
- manqué de transparence, et transférer tardivement Ormar Kadr (condamnée par l'article 1 [2] de la charte des Nations unies)
- torturé et maltraité des prisonniers civils, à travers ses forces armées lors des missions onusiennes en Afghanistan entre 2010-2011 (condamnée par l'article 2 [4] de la charte des Nations unies)

S'agissant de la violation des droits des femmes autochtones, l'ONU avait relevé en 2004, un écart important entre les conditions de vie des femmes autochtones et des non-autochtones (suppression de leurs droits, surpopulation dans les réserves, taux d'incarcération disproportionnellement élevé, taux de suicide et risque d'assassinat élevés). Par ailleurs, les données de la Gendarmerie Royale du Canada ont fait état de 1200 femmes autochtones disparues ou assassinées depuis 30 ans. Aucune enquête nationale approfondie et aucune amélioration n'avait été effectuée jusqu'en 2013, malgré une réclamation par l'ONU, qui avait même envoyé son représentant au Canada pour élucider la situation (Godbout, 2014).

Pour ce qui est du soutien à Israël, le Gouvernement du Canada s'est chargé de représenter le gouvernement d'Israël au Venezuela en 2010, sur la demande d'Israël, car le régime d'Hugo Chavez avait rompu ses relations diplomatiques avec lui à la suite des bombardements de la bande de Gaza par l'armée israélienne en 2008 et 2009. Le journal *La Presse* titrait ainsi à la une de son magazine : « Le Canada est les yeux et les oreilles d'Israël au Venezuela » (Avi, 2010; La-Pressé, 2010).

Or le Venezuela, tout comme Israël, n'avait pas bonne réputation à l'Organisation des Nations unies au cours de cette période. Le président du Vénézuéla, Hugo Chavez, venait de demander aux États-Unis, dans un message télévisé, « d'aller au diable », avant d'expulser l'ambassadeur des États-Unis au Venezuela, car les tensions diplomatiques opposaient les deux pays (Michel, 2009).

Par ailleurs, l'Organisation des Nations unies avait accusé Israël de crime contre l'humanité (Goldstone, 2009, p. 27; INA, 2012). Le rapport de Richard Goldstone, président de la mission onusienne, chargée d'enquêter sur les violations du droit humanitaire à Gaza par Israël, souligne que « des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, des crimes contre l'humanité ont été commis par les forces armées israéliennes ».

On note ainsi, la responsabilité pour violations graves du droit humanitaire international ; les réparations ; les blocus et la reconstruction ; l'emploi des armes et les procédures militaires ; la protection des organisations de défense des droits de l'homme et des défenseurs de ces droits (Goldstone, 2009, p. 27; INA, 2012).

En plus, le premier ministre Stephen Harper ne cessait de réaffirmer son soutien à Israël à travers ses discours comme cela fut le cas en 2010 à Ottawa, lors d'une conférence de l'antisémitisme. Nous avons relevé un extrait de son discours que nous présentons ci-après :

« There are a lot more votes – a lot more – in being anti-Israeli than in taking a stand. But, as long as I am prime minister, whether it is the United Nations or the Francophonie or anywhere else, Canada will take that stand, whatever the cost. » (Avi, 2010).

L'influence de certains lobbys religieux à l'instar de *My Canada* et *Watchmen for the Nations*, dont Faytene Kryskow et David Demian étaient les principaux dirigeants, a certainement contribué au renforcement des liens de la relation entre le Canada et Israël et auraient eu un effet non négligeable dans le style et système de gestion notamment le manque de transparence, le limogeage des fonctionnaires, l'inaccessibilité à la presse, la rupture avec engagements sociaux, le manque de consensus, le refus de prise de parole aux réunions (Radio-Canada, 2013).

C'est ainsi que Roussel & Morin (2014, p. 6) soulignent que « l'influence de certains groupes religieux ou de défense des armes que l'on pensait confinées à la scène intérieure semble également s'être exportée à l'étranger ». Entre 2008 et 2012, « le secteur économique, était surreprésenté, par certains lobbys tels que celui du pétrole ou des armes lors des rencontres au sein des ministères. Ces derniers voyaient les élus fédéraux bien plus souvent que les organisations non gouvernementales et environnementales » (Roussel & Morin, 2014, p. 1-8)

Le soutien à Israël a certainement occasionné l'éloignement avec la Chine : le Dalaï-lama a été fait citoyen d'honneur du Canada en 2006 et Harper avait refusé de se rendre à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin en 2008 (Descheyre, 2016a, pp. 1–5).

Par ailleurs, l'influence des États-Unis peut également jouer un rôle dans l'attitude du gouvernement conservateur. Après l'élection du Hamas en 2006, le Canada, les États-Unis de G. W. Bush et Israël ont mis en place des mesures de sanctions contre le nouveau régime à la tête de l'autorité palestinienne (Descheyre, 2016a, pp. 1–5).

Par la suite, « la contribution canadienne à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) n'a cessé de diminuer, pour être complètement stoppée à partir de 2012 » (Descheyre, 2016a, pp. 1–5).

En 2013, Paquin (2013) a montré que le Canada s'est aligné à 77 % de cas des positions de ses alliés transatlantiques (États-Unis, France, Angleterre) et à 66 % de cas sur les positions

américaines à propos des crises étrangères survenues entre 2004 et 2011 (crise politique en Ukraine, crise libanaise, conflit Israël-Hezbollah, guerre Russie-Géorgie, soulèvements populaires en Égypte et en Libye). Ces résultats sont présentés dans le tableau 1 ci-après :

Tableau 1: Positionnement diplomatique du Canada par crises

Périodes	Cas	Alignement (en %)				Concordance (en %)			
		É.-U.	R.-U.	France	Europe	É.-U.	R.-U.	France	Europe
2004-2005	<i>Paul Martin</i>								
	Ukraine	75	75	75	75	25	25	0	25
	Liban	90	50	80	90	10	10	10	10
2006-2008	<i>Stephen Harper</i>								
	Israël-Hezbollah	25	12,5	37,5	37,5	50	0	0	0
	Russie-Géorgie	50	0	75	75	25	0	0	0
2009-2011	Égypte	77,8	33,3	44,4	44,7	0	0	0	0
	Libye	66,7	33,3	58,3	75	0	0	7,1	7,1
	Total	66	34	59,6	66	14,9	4,3	4,3	6,4

Source: Paquin, 2013.

Mais le gouvernement Harper était moins aligné sur les positions de Washington que ne le fut le précédent gouvernement libéral de Paul Martin. Pendant l'administration Bush, Harper était plus aligné sur les positions de la France et de l'Europe. Avec l'arrivée de l'administration Obama en 2009, l'alignement de Harper sur Washington a été plus important qu'au temps de Bush (Paquin, 2013).

Le recours au *Hard Power*, à travers les sanctions économiques, l'utilisation de l'armée ainsi que des conseillers militaires (coalition contre l'EI et l'envoi de conseillers militaires en Ukraine et des peshmergas kurdes), a constitué l'instrument principal du gouvernement

canadien, à l'opposé du système traditionnel internationaliste qui s'appuie sur des normes et valeurs des Nations unies (Descheyer, 2016a, p. 1-5).

Ainsi, « un soutien inconditionnel à l'allié américain, garant de l'ordre mondial et donc de la prospérité économique indispensable à toute moralisation de la société a conféré au Canada une nouvelle identité internationale basée sur la puissance économique et militaire » (Descheyer, 2016a, p. 1-5).

En ce qui concerne la maîtrise de l'armement, d'après le rapport sur les exportations de marchandises militaires du Canada, produit par Affaires mondiales Canada depuis 1990, le Canada bien qu'ayant une loi sur le domaine depuis 1947, qui interdit le commerce de l'équipement militaire et des armes vers des pays qui ne respectent pas les droits de l'homme, a vendu pour une valeur de 1,4 milliards de dollars entre 2007 et 2009, les armements et les équipements militaires vers plusieurs pays soupçonnés par l'ONU de ne pas respecter les droits humains. Il s'agit d'Israël (1,3 millions en 2008 et 1,5 millions en 2009), l'Arabie Saoudite (54,6 millions en 2008 et 16,3 millions en 2009), le Yémen (737 692 \$ en 2010 et 490 500 \$ en 2011), et l'Afghanistan (286 208 \$ et 39 703 \$) (AMC, 2010).

L'Afghanistan et Israël n'ont jamais été membres non permanents du Conseil de Sécurité jusqu'à présent. L'Arabie Saoudite a été élue membre non permanent le 17 octobre 2013 pour la période 2014-2015 et a refusé le siège en adressant une lettre écrite qui souligne l'inefficacité du Conseil de Sécurité à assurer le désarmement et la sécurité internationale, ainsi que le non-aboutissement des réformes constructives soufflées par l'Arabie Saoudite. Quant au Yémen, il a été élu membre une seule fois en 1990-1991.

Pour l'instant, le Gouvernement canadien soutient l'idée de *conviction responsable*, qui ne fait pas partie des buts et principes de l'Organisation des Nations unies (Descheyer, 2016b, pp. 196–199).

Selon Stéphane Dion, ex-ministre canadien des Affaires étrangères, «La Conviction responsable consiste à défendre et promouvoir les valeurs fondamentales canadiennes de

concert avec la responsabilité de tenir compte des conséquences à moyen et long termes des prises de position sur la scène internationale» (Radio-Canada, 2016).

S'agissant du mauvais traitement qui auraient été infligés aux détenus afghans entre 2010 et 2011, la Presse canadienne souligne que certains policiers canadiens ayant participé à la mission, soutiennent que près de la moitié des Afghans incarcérés au centre détention de la base militaire de Kandahar n'avaient aucun lien avec les insurgés talibans.

Ces derniers ont subi les contrecoups des *exercices d'entrées dynamiques*, des incursions dans les cellules sans préavis en pleine nuit. Par ailleurs, « les ordres étaient donnés par de hauts dirigeants de la Police militaire pour agresser à plusieurs reprises les personnes détenues » (Bellavance, 2016a).

Ces agissements ne sont pas conformes aux buts et principes de l'ONU. Ce sont des actes qui sont assimilables à ceux commis par les membres des Forces armées canadiennes il y a 20 ans. Ces derniers, dans le cadre d'une mission de l'ONU, avaient tué sous la torture, Shidane Abukar Arone, un adolescent somalien de 16 ans, capturé à l'intérieur du périmètre d'une base canadienne en Somalie en 1993. La Somalie traversait alors une violente guerre civile qui a poussé 1,5 million de personnes à fuir le pays (Amad, 2018; Bellavance, 2016).

Par ailleurs, le Canada a manqué de transparence dans l'affaire Omar Khadr et a assuré un transfert tardif du jeune prisonnier. À la suite de la bataille, qui a mené à la mort d'un sergent américain, Christopher Speer en juillet 2002, Omar Khadr, âgé de 15 ans, a été capturé par les forces spéciales américaines. Jugé sur son acte, il a plaidé coupable en octobre 2010.

C'est ainsi qu'il a été accusé de crimes de guerre et condamné à huit ans de prison, avant de purger une année de sa peine à Guantanamo. Les autres années de peine devaient être purgées au Canada. Mais, ce n'est qu'en 2012 que ce dernier a été finalement transféré. Les véritables raisons de ce retard n'ont pas été données à l'opinion publique (Radio-Canada, 2012; Vic Toews, 2012).

Sur le plan de l'environnement, le Canada a affiché une mauvaise performance environnementale depuis 2001 et a été critiqué par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) en 2004, étant donné que le Canada était classé parmi les derniers pays de cette organisation. Jusqu'en 2009, le résultat n'a pas changé et le Canada a ensuite occupé l'avant-dernier rang des 25 plus riches pays membres de l'OCDE (Gunton & Cablick, 2010, p. 5; OECD, 2004).

R. Boyd (2013, p. 7) affirmait ainsi que « la politique environnementale du Canada n'était pas à la hauteur de ce que l'on serait en droit d'attendre d'un pays relativement riche ». Il n'est pas étonnant que le 12 décembre 2011, le Canada se soit retiré du protocole de Kyoto relatif aux changements climatiques.

Ces actes sont non conformes aux buts et principes de l'Organisation des Nations unies, lesquels constituent la base de décisions de l'ONU pour assurer la paix et la sécurité dans le monde.

4.2. Valorisation du *Soft Power*

4.2.1. Coopération constructive entre 2006 et 2010

En début de mandat de Stephen Harper, le Canada, en moins d'un an, avait fermé en 2006, deux ambassades en Afrique francophone (une à Conakry en Guinée et l'autre à Libreville au Gabon). Cette décision avait été prise par l'ancien premier ministre canadien Paul Martin. Stephen Harper n'a fait que l'exécuter en octobre 2006 (André Noël, 2006).

L'opinion publique a réagi fortement, car cette décision devait nuire aux voyageurs et aux investisseurs dans ces pays francophones. En effet, les investissements canadiens du Gabon étaient évalués à 800 millions de dollars et les programmes d'aide se poursuivaient encore. À cet effet, c'est la mission diplomatique canadienne à Dakar, au Sénégal, qui s'est chargée des dossiers guinéens et le Haut-Commissariat de Yaoundé au Cameroun, s'occupant à son tour des dossiers gabonais et de Guinée Équatoriale, ainsi que Sao Tomé-et-Principe. Par

ailleurs, le Haut-Commissariat à Lusaka en Zambie a été restructuré pour devenir un simple bureau (André Noël, 2006).

L'aide publique au développement (APD) canadienne a diminué en 2006 par rapport à son niveau des années 1970 et 1980 (de 0,5 % à 0,3 % du Produit national brut (PNB), le classant en 2006, au 15^e rang parmi les pays industrialisés membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE, derrière l'Allemagne qui était en compétition avec le Canada pour une place au Conseil de Sécurité en 2010. Le Canada était loin d'atteindre l'objectif de l'APD de 0,7 % du PNB fixé par l'Assemblée générale de l'ONU en 1970 (AQOCI, 2007, p. 4).

Par ailleurs, parmi les 20 pays prioritaires de l'aide internationale canadienne en 2009, seulement 7 provenaient d'Afrique. La justification de ce choix n'était pas claire et non conforme à la Loi canadienne sur la responsabilité en matière d'aide au développement de mai 2008. Elle n'était pas non plus conforme aux Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), qui confèrent à l'aide au développement, un mandat clair de réduction de la pauvreté, en tenant compte des points de vue des pauvres et en conformité avec les normes internationales en matière de droits de la personne. Aussi, les pays africains représentés à l'ONU en 2010 (Nigéria et Gabon), ne figuraient pas dans la liste (Perras, 2009).

4.2.2. Idées novatrices valorisantes

De 1947 à 2003, le Canada participe à 66 opérations de maintien de la paix. On note également l'opération ONUST, lancée au Moyen-Orient en 1948, ainsi que la surveillance de la frontière entre les deux Corée (depuis 1953) et l'intervention de paix à Chypre (depuis 1964). Par ailleurs, plus de 100 000 Canadiens ont participé à plus de 50 missions de l'Organisation des Nations Unies depuis 1949 (Byers, 2012; Radio-Canada, 2009).

En 2005, le Canada s'était joint à la mission de contre-insurrection, sous le commandement américain, dans le sud de l'Afghanistan (Kandahar) et avait déployé 2 500 soldats. Cette mission de contre insurrection était décrite comme une étape souhaitable pour le Canada et

les Forces canadiennes, afin de délaissier les activités traditionnelles de maintien de la paix de l'ONU (Byers, 2012, p. 1-7).

La participation canadienne a commencé à diminuer bien avant 2005 et le Canada a occupé le 57^e rang parmi 114 pays en termes de contributions militaires et policières aux opérations de l'ONU avec seulement 11 militaires et 116 policiers canadiens qui participent à des missions de maintien de la paix de l'ONU (Byers, 2012, p. 1-7).

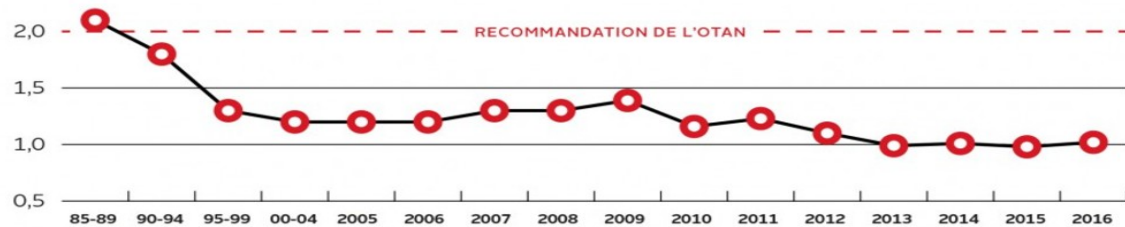
En mars 2007, le Canada s'est classé 59^e pays parmi les 114 pays aux contributions militaires et policières aux opérations de l'ONU les plus importantes (ACNU, 2007).

La mission FINUL de l'Afghanistan se composait désormais en 2012 de soldats provenant de 36 pays. Les principaux contingents provenaient d'Italie, de France et d'Espagne, avec un soutien maritime assuré par l'Allemagne et le Danemark (Byers, 2012; FFOPD, 2013).

Depuis 2005, le Canada n'accorde que 1,11 % de son PIB en moyenne à son armée, et seulement 12,5 % de son budget militaire est alloué aux équipements, pourtant l'OTAN recommande que chaque pays membre consacre 2 % de son PIB aux dépenses militaires et 20 % de ses dépenses militaires à l'équipement. Mais le Canada n'a atteint que la moitié des objectifs de l'OTAN (Cliche, 2017). Le graphique 1 illustre bien la situation.

Graphique 1 : Dépenses militaires canadiennes en % du PIB

> DÉPENSES MILITAIRES CANADIENNES EN % DU PIB



> DÉPENSES MILITAIRES CANADIENNES CONSACRÉES À L'ÉQUIPEMENT (%)



Source: infographie du journal *Le soleil*.

Suivant les recommandations de l'Assemblée générale de l'ONU, les quotes-parts⁵ pour le financement des dépenses relatives au maintien de la paix sont de 100 % pour le Canada, l'Allemagne, le Portugal, et l'Australie. Tandis que celle de la Turquie est de 20 %. Entre 2006 et 2010, l'Allemagne a accordé 8,57 %, le Canada 2,97 %, et le Portugal 0,52 %. On note 1,93 % pour l'Australie entre 2009 et 2011 et seulement 0,07 % pour la Turquie entre 2006 et 2009 (ONU, 2009).

Finalement, en 2010-2011, le Canada s'est plutôt retiré des opérations de maintien de la paix (Byers, 2012).

⁵Par sa résolution 55/235, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté un nouveau mécanisme d'ajustement du barème des quotes-parts au budget ordinaire aux fins du calcul des quotes-parts applicables aux opérations de maintien de la paix. Ce mécanisme était fondé sur un certain nombre de critères, dont une comparaison entre le produit national brut moyen par habitant de chaque État Membre pendant la période de référence de six années retenues pour le calcul du barème des quotes-parts, d'une part, et, de l'autre, le produit national brut moyen par habitant de l'ensemble des États Membres. Les États Membres ont été répartis entre 10 catégories, de A à J, sur la base de ces critères, énoncés au paragraphe 10 de la résolution 55/235. L'Allemagne, l'Australie, le Portugal et le Canada appartiennent ainsi à la catégorie B dont le pourcentage du taux applicable au financement du budget ordinaire est de 100%, tandis que la Turquie qui appartient au groupe H, contribue à 20%.

4.2.3. Campagne électorale canadienne en 2010

S'agissant de la campagne électorale canadienne, il ressort que le Canada a mené une campagne électorale tardive basée sur le plan match. Non seulement il fallait compter sur la crédibilité et la réputation du Canada à l'international, mais aussi, il fallait accélérer la cadence à travers la promotion de la candidature canadienne dans les sommets internationaux (Bellavance, 2010; Castonguay, 2010).

Après avoir marqué un désintérêt pour l'ONU en 2009 lors de l'Assemblée, le Canada a essayé de se rattraper au cours de l'année 2010. En effet, pendant que les États membres de l'Organisation des Nations unies discutaient des enjeux sur le climat à l'Assemblée générale de l'ONU en 2009, afin d'adopter une nouvelle vision du monde sur le réchauffement climatique, Stephen Harper, en visite à Oakville en Ontario pour l'inauguration d'un Tim Horton, justifiait son absence par « la décision de se consacrer à l'économie domestique dont le bilan affichait une réduction des taxes et d'impôts pour les entreprises » (Bourgault-Côté, 2009).

La véritable campagne électorale canadienne a été engagée au courant de l'année 2010. Dès le mois de janvier, une Conférence préparatoire sur la reconstruction d'Haïti a été tenue à Montréal. Les Jeux olympiques d'hiver de Vancouver ont suivi, ainsi que les rencontres du G8 et du G20, auxquelles avait pris part le président américain Barack Obama (Bellavance, 2010).

Au mois de juillet 2010, le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, avait effectué une série de rencontres à l'étranger pour présenter les résultats du G8 et du G20. Par ailleurs, les intentions du Canada, en tant que membre non permanent élu au Conseil de Sécurité qui consistait à plaider pour la réforme du Conseil de Sécurité, surtout celle ayant trait à une meilleure représentativité régionale, devaient être vantées.

Par ailleurs, l'Afrique et l'Afghanistan devaient faire partie des priorités de l'aide canadienne dans ses futurs programmes. On note ainsi l'initiative de Muskoka sur la santé maternelle et

infantile en Afrique. C'était donc l'occasion de convaincre les dirigeants des États membres de l'ONU d'appuyer la candidature canadienne (Bellavance, 2010).

À propos des rencontres tenues à l'étranger, M. Cannon s'est rendu à Londres pour un tête-à-tête avec son homologue britannique William Hague. Ensuite, il s'est rendu en Paris, pour des pourparlers avec le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner. Le 10^e anniversaire de la Conférence des démocraties de Cracovie en Pologne était également à l'ordre du jour, car plusieurs ministres des Affaires étrangères devaient prendre part, ainsi que la secrétaire d'État Hillary Clinton. Par ailleurs, M. Cannon s'est rendu en Finlande et à Dubrovnik en Croatie, pour assister au sommet du sud-est de l'Europe. Une autre visite à Rome et à Malte était également prévue (Bellavance, 2010).

Deux jours plus tard après la visite de Malte, il comptait également participer au sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au Kazakhstan, avant d'assister au sommet de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud) au Vietnam. Finalement ce long séjour de 24 jours a été bouclé en Ouganda, où s'est tenu le Sommet de l'Union africaine, le 24 juillet 2010 (Bellavance, 2010).

Pendant la campagne, certains diplomates professionnels du ministère des Affaires étrangères ont été mis à l'écart dans la conduite de la politique internationale à cause de la rigidité et du style de gestion du gouvernement conservateur. Pourtant, dans les cas de la Turquie, de l'Australie ou de l'Allemagne, les diplomates ont été impliqués à la campagne. Une brochure de campagne avait été élaborée et rappelait *la contribution responsable, efficace et fiable* du Canada à l'ONU (Castonguay, 2010).

En septembre 2010, le premier ministre Stephen Harper s'est rendu à New York, accompagné d'une délégation canadienne pour assister au Sommet des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et à l'assemblée générale de l'ONU. Il avait alors prononcé deux discours pour les deux rencontres (Buzzetti & Levesque, 2010).

Non seulement il fallait donner les orientations du Canada en matière de réduction de la pauvreté, de la mortalité maternelle et infantile, mais c'était également l'occasion de défendre la candidature du Canada pour un siège en octobre 2010. Au moins 140 présidents et premiers ministres étaient présents pour évaluer les cibles des OMD fixées en 2000, et dont l'échéance était prévue en 2015.

En effet, lors de ses discours, il a rappelé ses engagements en faveur de la santé maternelle, annoncés lors du sommet du G8, à Huntsville, au cours duquel une somme de 7,3 milliards de dollars américains a été promise, dont la contribution canadienne devait avoisiner 1,1 milliard. Par ailleurs, Stephen Harper a évoqué les réformes au sein des institutions de l'ONU à envisager, surtout en matière d'imputabilité et de transparence (Buzzetti & Levesque, 2010).

Le Canada comptait ainsi sur la mise en valeur de son leadership. Sur le plan économique, il fallait redynamiser l'aide public au développement, surtout l'intégration des plus démunis : on peut donc parler d'une *politique étrangère de principes*, avait précisé M. Soudas, directeur de la communication de Stephen Harper, après les deux rencontres (Buzzetti & Levesque, 2010).

À la veille du vote en octobre 2010, quelques rencontres d'information ont été organisées avec les plus petits pays, qui n'ont pas la chance d'y siéger pour leur faire savoir les intentions du Canada (Castonguay, 2010).

Malgré les 135 engagements écrits que le Canada avait reçu, et bien qu'ayant courtisé les membres de l'ONU jusqu'aux derniers instants en laissant sur les tables des délégations, un petit flacon de sirop d'érable et une brochure rappelant son slogan de campagne, les votes des pays membres de l'ONU ne se sont pas matérialisés dans l'urne (Castonguay, 2010).

Chapitre 3 Analyse des facteurs ayant contribué à l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010

Ce chapitre nous donne l'occasion d'analyser les facteurs susceptibles d'avoir causé l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU en vue de l'obtention d'un siège non permanent en 2010.

Au regard du chapitre précédent, plusieurs facteurs semblent expliquer l'échec du Canada au Conseil de sécurité de l'ONU dans sa tentative d'obtenir un siège non permanent en 2010. Ces facteurs peuvent être regroupés en deux catégories : d'une part, ceux qui sont relatifs à la campagne électorale et d'autre part, les facteurs externes à la campagne électorale.

1. Les facteurs relatifs à la campagne électorale

Après avoir manifesté un désintérêt pour l'ONU en 2009 lors de l'Assemblée générale, le Canada a voulu se rattraper en mettant en place un plan match pour réaliser sa campagne électorale en un an. On note donc une campagne tardive et une diplomatie insuffisante par rapport à 1998 et contrairement aux autres pays comme la Turquie, l'Australie ou l'Allemagne.

La diplomatie canadienne n'a pas été convaincante. Certains diplomates du ministère des Affaires étrangères ont été mis à l'écart dans la gestion des affaires internationales à cause de la rigidité du gouvernement conservateur. Denis Saint-Martin, directeur du Centre d'excellence de l'Union européenne des universités de Montréal et McGill, affirmait ainsi que : « la diplomatie est une affaire de patience, de prévisibilité et de routine bureaucratique. Ce n'est pas le lieu de la politique partisane. Les politiciens passent, mais les diplomates restent » (Castonguay, 2010).

Face à cette situation, Ignatieff (2011, p. 20) avait rappelé que « le but d'une diplomatie réfléchie est d'être en mesure de jouer un rôle constructif et d'exercer une influence pour faire progresser les intérêts du Canada et ceux de ses alliés ».

Il a par ailleurs reproché au gouvernement Harper de faire un mauvais usage de l'influence du Canada au Moyen-Orient, pour avoir intégré seulement quelques intervenants gouvernementaux dans la gestion des affaires internationales. Pourtant d'après lui, « le multilatéralisme nécessite l'exercice d'un leadership politique plus souple » (Ignatieff, 2011, p. 22).

On peut conclure qu'une campagne électorale précipitée et insuffisante, n'ayant pas intégré un réseau diplomatique dynamique, peut constituer la première cause de l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010.

Louise Fréchette, ancienne vice-secrétaire générale de l'ONU de 1998 à 2006, affirmait ainsi « qu'un siège aussi convoité ne se gagne pas sur la réputation passée. Les pays votent en fonction des actions récentes d'un pays, pas selon la tradition ». Malone (2000, pp. 3–23) avait déjà soutenu la même idée en 2000 en se référant aux échecs de la Suède en 1993 et de l'Australie en 1996 (Castonguay, 2010 ; Malone, 2000).

L'Allemagne a mené une campagne valorisante en produisant un document de campagne disponible dans tous les sites web de ses ambassades dans le monde entier, soutenu des thèmes de campagne qui rallie un grand nombre d'États membres de l'ONU, mobilisé un réseau diplomatique adéquat contrairement au Canada. On comprend pourquoi l'Allemagne a été élue au premier tour du vote en 2010.

Ainsi, le multilatéralisme pourrait constituer une bonne stratégie de campagne, et permettre à un État d'occuper une place importante dans le système international grâce à des méthodes de gestion et de participation à la vie internationale.

La préparation des campagnes électorales implique également des dépenses énormes. Il faut donc éviter des campagnes trop dispendieuses et le vote de négociation⁶. Il faut plutôt opter pour les campagnes constructives.

⁶ Le vote de négociation est celui pour lequel un État compte être élu en achetant les voix des pays membres grâce à ses avantages économiques et ses moyens financiers. William Pace, directeur général du Mouvement

Selon le ministère suédois des Affaires étrangères, leur campagne 2014-2016 mobilisant 13 personnes qui participaient à la campagne a coûté près de 4,2 millions de dollars canadiens. Carl Skau, ambassadeur suédois à l'ONU, souligne à cet effet que « certains pays dépassent les bornes en matière de dépenses pour une campagne, pourtant ce n'est pas dans l'esprit des Nations unies » (Radio-Canada, 2017).

Dans cette perspective, le vote de négociation et les intentions de vote ne constituent pas une véritable garantie malgré la signature des accords. Le vote étant secret, un engagement écrit d'un État n'est pas une garantie de vote compte tenu du fait que les États disposant du droit de veto exercent leur influence sur les petits États. Cela expliquerait l'échec de certains États bien qu'ayant préparé leur campagne et obtenue des accords écrits.

Voeten (2013, p. 293) a d'ailleurs montré qu'il n'y a pas de garantie entre le nombre de votes reçus et la proportion d'engagements qu'un État garde en ce qui concerne les plaidoyers de ratification des traités soumis au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Sur 68 candidatures en lice pour 47 sièges vacants, seuls 28 États avaient des plaidoyers présentant de véritables engagements pour ratifier un ou plusieurs traités internationaux, soit une moyenne de 2,5 traités pour 56 % d'engagements : ce qui correspond à 1 traité pour 22,4 % d'engagements. Cela signifie que sur 100 États qui s'engagent à ratifier un traité, seuls 22 États tiennent leurs promesses.

À cet effet, une politique étrangère persuasive développée autour de la promotion des valeurs culturelles et idéologiques qui sont plus proches des normes mondiales en vigueur constitue donc un facteur explicatif majeur.

2. Facteurs extérieurs à la campagne électorale

fédéraliste mondial, soutient que « des États dépensent des dizaines de millions de dollars pour obtenir un siège. Par ailleurs, des cadeaux s'empilent sur le bureau des délégués du Conseil de Sécurité. Ces élections sont la pire façon de dépenser de l'argent ». Il propose ainsi un système de nomination basé sur le mérite pour remplacer des campagnes qu'il juge parfois « inacceptables » (Radio-Canada, 2017).

Plusieurs facteurs extérieurs à la campagne électorale peuvent expliquer d'une part l'échec du Canada au Conseil de sécurité de l'ONU. Il s'agit du non-respect des droits de l'homme et environnementaux, de la coopération non constructive et de la non mise en valeur des idées novatrices persuasives.

2.1. Respect des principes fondamentaux de l'ONU

S'agissant du respect des buts et principes de l'Organisation des Nations unies, le Canada a violé les droits des femmes autochtones et a retardé la signature de la déclaration des peuples autochtones, vendus de l'équipement militaire et des armes aux pays que l'Organisation des Nations unies juge ne pas respecter les droits de l'homme, soutenu de manière déterminante et irrévocable le gouvernement d'Israël, accusé de crime de guerre et crime contre l'humanité, manqué de transparence dans l'affaire Omar Kadr, prisonnier de guerre et transférer tardivement ledit prisonnier, torturé et maltraité des prisonniers civils, à travers ses forces armées lors des missions onusiennes en Afghanistan entre 2010-2011. Par ailleurs, il a négligé les changements climatiques et il n'est pas étonnant que le 12 décembre 2011, le Canada se soit retiré du protocole de Kyoto.

Tandis que l'Allemagne a augmenté sa contribution de l'ordre de 10 % au budget de l'Organisation internationale du travail (OIT) et à 17,2 % au budget de la Cour à la Cour pénale internationale (CPI) en 2006. Elle coopère étroitement avec la Stratégie internationale de prévention des catastrophes depuis 2006, et a été classée deuxième contributeur après le Royaume-Uni dans l'appui du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dont le directeur exécutif d'origine allemande, Achim Steiner, jouait un rôle prédominant dans l'élaboration de la politique de protection du climat et dans la négociation du Protocole de Kyoto. Par ailleurs, l'Allemagne a contribué à la mise en œuvre du programme de l'ONU relatif au contrôle des armes légères et de petit calibre et a fortement contribué à la Convention d'Ottawa sur l'interdiction, l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel et leur destruction (AAK, 2010, pp. 1–19; FFOPD, 2013, pp. 1–18).

Ainsi, le Canada a violé au moins trois sur cinq principes fondamentaux de l'ONU (article 1 [2], article 2 [4], article 2 [5] de la Charte des Nations unies) contrairement à l'Allemagne qui a œuvré pour la promotion des droits de l'homme et le maintien de la sécurité et de la paix dans le monde au cours de la période précédant le vote du Conseil de Sécurité de l'ONU.

L'ONU ayant recommandé au Canada depuis 2004 d'ouvrir une enquête sur la violation des droits des femmes autochtones, le Canada n'avait pris aucune mesure jusqu'en 2010, et malgré la condamnation d'Israël par l'ONU de crime de guerre et crime contre l'humanité, le Canada a continué à soutenir Israël. Par ailleurs, les forces armées canadiennes ont torturé et maltraité des prisonniers civils, lors des missions onusiennes en Afghanistan entre 2010-2011. Ces actes ont été condamnés par l'ONU.

Dans les articles 48 et 49 de la Charte des Nations unies, il est souligné que « les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales sont prises par tous les membres des Nations unies ou certains d'entre eux, selon l'appréciation du Conseil. À cet effet, les membres des Nations unies s'associent pour se prêter mutuellement assistance dans l'exécution des mesures arrêtées par le Conseil de sécurité (Unesco, 1997, p. 14).

Dans ce contexte, on ne peut pas prétendre être défenseur de la paix et sécurité et être en même temps celui qui viole ou qui ne respecte pas les buts et principes fondamentaux de l'ONU. Les membres de l'ONU ont certainement voté pour les pays qui respectaient ces principes.

Cela s'illustre bien avec le vote du Conseil de Sécurité du 21 décembre 2017, portant sur la résolution condamnant la reconnaissance par Washington de Jérusalem comme capitale d'Israël. Malgré la menace des États-Unis de supprimer son aide aux États membres de l'ONU, ces derniers ont choisi malgré ces menaces d'adopter un vote basé sur le respect des principes fondamentaux de l'ONU. En effet, 128 pays membres se sont prononcés pour la résolution, 9 ont voté contre et 35 pays se sont abstenus, dont le Canada (Lavallée, 2017).

On peut donc dire que la deuxième cause de l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU peut être due au non-respect des buts et principes de cette institution.

Le Canada n'a pas respecté les principes fondamentaux de l'ONU et pourtant l'Allemagne l'a fait au cours de la période précédant le vote. On peut donc comprendre pourquoi l'Allemagne a été choisie plutôt que le Canada au premier tour du vote du Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010.

2.2. La non mise en valeur des idées novatrices persuasives

La participation canadienne a commencé à diminuer aux opérations de maintien de la paix de l'ONU bien avant 2005 classant le Canada au 57e rang parmi les 114 pays contributeurs des ressources militaires et policières. En mars 2007, le Canada s'est classé 59e rang et s'est retiré finalement du maintien de la paix au cours de la période 2010-2011. Ses quotes-parts pour le financement des dépenses relatives au maintien de la paix à l'ONU se situaient à 2,97 % du PIB entre 2006 et 2010. Finalement en 2010-2011, suite à une décision politique, le Canada s'est plutôt retiré des opérations de maintien de la paix (Byers, 2012).

Nous retenons également que la diminution des contributions financières aux opérations de maintien de la paix et le retrait du gouvernement canadien à ces opérations constituent le troisième facteur possible de son échec au Conseil de Sécurité de l'ONU. Ainsi, la contribution aux opérations de maintien de la paix et la mise en place, la promotion ou le soutien des idées qui œuvrent pour la paix, la sécurité et la réduction de la pauvreté renforcent donc la candidature d'un pays au Conseil de Sécurité de l'ONU. La sécurité étant envisagée du point de vue général (nucléaire, catastrophes, inégalités, terrorisme, épidémies, pauvreté, crises politiques et postélectorales, etc.).

Il peut arriver que les contributions financières soient moins importantes comme le montrent celles de du Portugal (0,52 %) ou de l'Australie (1,93 %). Mais la contribution en idées, en ressources humaines ou en équipements militaires peut être déterminante.

Bénédicte Frankinet, ancienne représentante permanente de la Belgique auprès des Nations Unies à New York et envoyée spéciale pour la candidature de la Belgique au Conseil de sécurité en 2018, soutient également cette idée. D'après elle, les candidats à une place non permanente au Conseil de Sécurité sont jugés sur leur contribution à la paix et à la sécurité internationales: respect du droit international dans les relations avec les autres États, efforts diplomatiques, contributions aux opérations de maintien de la paix (Frankinet, 2017, pp. 1–3). Cette idée avait également été soutenue par Malone (2000).

Contrairement au Canada, les quotes-parts pour le financement des dépenses relatives au maintien de la paix de l'Allemagne se situaient à accorder 8,57 % entre 2006 et 2010. Ce qui a classé l'Allemagne au troisième rang des plus grands contributeurs au budget ordinaire des Nations Unies et à celui relatif aux opérations de maintien de la paix. En plus, l'Allemand Tom Koenig a occupé le poste de Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afghanistan jusqu'en fin 2007. Enfin l'Allemagne ne s'est pas retiré des opérations de maintien de la paix.

On peut donc comprendre l'élection de l'Allemagne par rapport au Canada au 1er tour du vote du Conseil de Sécurité de l'ONU en vue de l'obtention d'un siège non permanent en 2010.

2.3. La coopération non constructive

Le soutien sans cesse du gouvernement canadien à travers sa politique étrangère, ses discours, ses forums, ses lobbys et certaines grandes cérémonies publiques entre 2006 et 2011, en faveur d'Israël accusé de crimes de guerre et crime contre l'humanité, et le transfert tardif d'Ormar Kadr, jeune prisonnier de guerre, ainsi que la torture, la maltraitance des prisonniers civils afghans par les forces armées canadiennes a mis en péril les relations diplomatiques de la communauté arabo-musulmane, composée de 57 pays, lesquels n'ont certainement pas apprécié les prises de position de Stephen Harper.

En effet, d'après Canoë (2010), le secrétaire d'État portugais aux Affaires étrangères et à la Coopération, João Gomes Cravinho, s'était adressé à l'Organisation de la conférence islamique (OCI) pour obtenir l'appui de ses membres, composé de 57 pays. On voit bien que le Canada n'avait pas de chance devant ces pays face au soutien de Stephen Harper à Israël qui avait frustré plusieurs membres de ces pays par ses prises de position (Canoë, 2010).

Le 20 janvier 2014, lors d'un sommet de la *Knesset* regroupant les parlementaires israéliens et du monde arabe, la position du Canada envers Israël devenait de plus en plus claire. Alors qu'il dénonçait ceux qui *honteusement* accusent Israël d'être un État d'apartheid, il soulignait que le soutien à Israël ne signifie pas que les alliés et les amis seront d'accord sur toutes les questions tout le temps, car aucun État n'est au-delà des questions ou des critiques légitimes (ANN, 2014). Pour Stephen Harper le soutien du Canada à Israël signifie au moins trois choses :

- le droit à l'existence d'Israël en tant qu'État juif est absolu et non négociable
- le Canada est convaincu qu'Israël devrait pouvoir exercer ses pleins droits d'État membre de l'ONU et profiter de sa souveraineté dans toute sa mesure
- le Canada se refuse de critiquer Israël de façon isolée sur la scène internationale.

C'est ainsi qu'il a ajouté que « *même à travers le feu et à l'eau, le Canada se tiendra aux côtés d'Israël* ». Après ces paroles, les députés arabes ont chahuté et quitté la salle tandis que Netanyahu et quelques députés israéliens se sont levés et ont applaudi (ANN, 2014).

Par ailleurs, le Canada a fermé deux ambassades en Afrique francophone en 2006 parmi lesquels le Gabon, mettant en péril les voyageurs, les investissements canadiens et les programmes d'aide évalués à 800 millions de dollars. En plus, le Canada a été classé au 15e rang des plus grands contributeurs de *l'aide publique au développement en 2006* derrière l'Allemagne. Sur 20 pays bénéficiant de l'aide canadienne entre 2007 et 2009, seulement 8 provenaient d'Afrique (Burkina Faso, Rwanda, Niger, Bénin, Malawi, Zambie, Cameroun et Kenya). Toutefois l'affectation de l'aide n'était conforme à la Loi canadienne sur la responsabilité en matière d'aide au développement et aux OMD. Enfin, les pays africains

représentés à au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010 (Nigéria et Gabon), ne figuraient pas dans la liste.

Nous notons une tendance différente avec l'Allemagne. L'Afrique et l'Asie du Sud-est figurent parmi les pays prioritaires de l'aide humanitaire allemande. Un nombre important de réfugiés et des personnes sans-abris ont bénéficié de l'aide d'urgence lors des crises du Soudan, Congo et Tchad entre 2006 et 2007. L'Allemagne affiche également des contributions importantes aux organisations internationales (HCR, BCAH, UNICEF, UNRWA, PAM, OMC, OMS).

L'Allemagne participe aux efforts de financement des mécanismes innovants contribuant à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement grâce à son action dans le *groupe Lula*, aux côtés de la France, du Chili, du Brésil, de l'Espagne, de l'Algérie et de l'Afrique du Sud) et du Groupe de promotion des taxes de solidarité pour le développement.

On peut donc dire que l'échec du Canada en 2010 pourrait en partie découler des pays frustrés parmi les 57 de la communauté arabo-musulmane, les 51 pays africains parmi lesquels le Gabon, la Guinée, la Guinée Équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, le Nigéria (excepté les 8 pays qui bénéficiaient de son aide), les membres du *groupe Lula* composé de la France, du Chili, du Brésil, de l'Espagne, l'Algérie et de l'Afrique du Sud, certains pays de l'Asie comme la Chine et l'Inde, les membres du *groupe d'États intéressés* voulant encourager le désarmement, le Groupe de promotion des taxes de solidarité pour le développement, et bien entendu l'Allemagne et le Portugal.

La coopération non constructive constituerait donc la quatrième cause possible de l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010.

2.4. L'influence du leadership et système de gestion entre 2006 et 2015

S'agissant de l'influence du leadership, le secteur économique était surreprésenté par certains lobbys tels que celui du pétrole ou des armes, tandis que le secteur social était surreprésenté par certains lobbys religieux lors des rencontres au sein des ministères par rapport aux

organisations non gouvernementales et environnementales. Cela aurait eu un effet non négligeable dans le style et système de gestion notamment le manque de transparence, le limogeage des fonctionnaires, l'inaccessibilité à la presse, la rupture avec engagements sociaux, le manque de consensus, le refus de prise de parole aux réunions.

Garth Turner, ancien ministre du gouvernement Mulroney et de retour en politique souligne à cet effet « qu'il n'avait jamais assisté de toute sa carrière politique à une réunion du Caucus où personne n'avait le droit de s'exprimer » (Radio-Canada, 2013). On note également qu'une demande d'entrevue de Radio-Canada pour obtenir une explication au sujet de l'accès libre des évangéliques au parlement a été refusée (Radio-Canada, 2013).

On peut donc conclure que le processus décisionnel de Stephen Harper était centraliste dans un système de gestion collégial, car une forte centralisation conduit dans un système collégial, à des solutions dominantes. Dans ce style de gestion, le leader contrôle les interactions des conseillers et l'acheminement de l'information. La prise de décision peut être dominée par les préférences du leader. On note d'ailleurs le refus d'interview à Radio-Canada. Harper incarnait ainsi un leadership transformationnel au style transactionnel, lequel n'est pas très utile dans la politique étrangère de ralliement à cause de l'usage régulier des ressources du *Hard Power* pour l'atteinte des objectifs.

Ce style de leadership et système de gestion ont mis en péril la diplomatie canadienne. Comme nous l'avons souligné plus haut, la mise à l'écart de certains hauts cadres dans la gestion des affaires internationales a eu un impact considérable sur les relations diplomatiques canadiennes dans le Moyen-Orient lors de la campagne électorale canadienne en vue de l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. Pour se rattraper, le gouvernement Harper a certes adopté un plan match de campagne, mais ce dernier n'a pas fonctionné à cause d'un réseau diplomatique insuffisant et d'une campagne électorale tardive et trop accélérée.

2.5. L'influence de la Politique d'alignement du Canada sur les grandes puissances

D'après le tableau 1 de la page 55, le Canada s'est aligné à 77 % de cas des positions de ses alliés transatlantiques (États-Unis, France, Angleterre) et à 66 % de cas sur les positions américaines à propos des crises étrangères survenues entre 2004 et 2011 (crise politique en Ukraine, crise libanaise, conflit Israël-Hezbollah, guerre Russie-Géorgie, soulèvements populaires en Égypte et en Libye).

Mais le gouvernement Harper était moins aligné sur les positions de Washington que ne le fut le précédent gouvernement libéral de Paul Martin. Pendant l'administration Bush, Harper était plus aligné sur les positions de la France et de l'Europe. Avec l'arrivée de l'administration Obama en 2009, l'alignement de Harper sur Washington a été plus important qu'au temps de Bush.

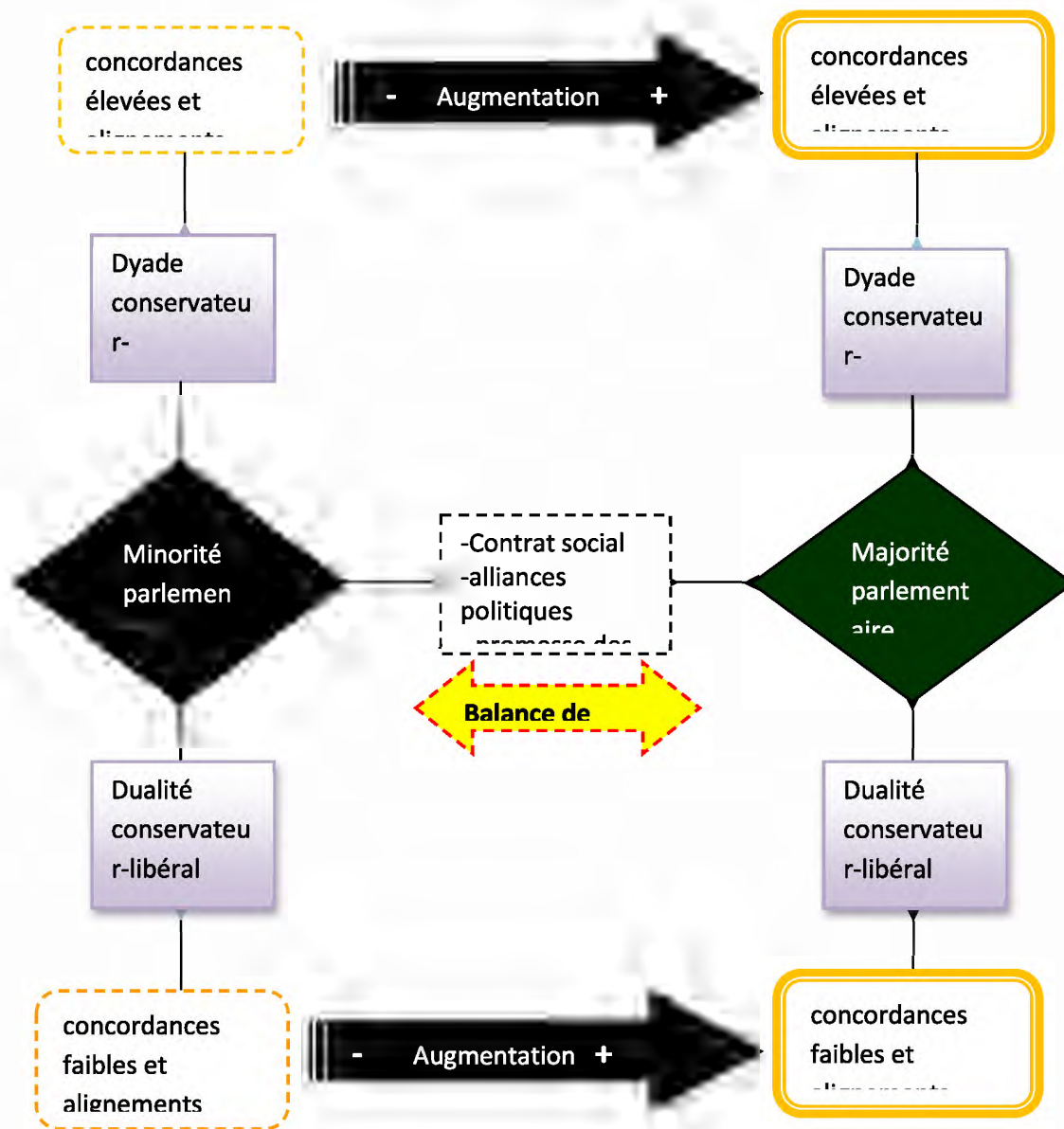
Nous remarquons ainsi que pour la dualité ou dyade *conservateur-conservateur* (Bush-Harper), les concordances aux positions sont plus élevées et les alignements plus faibles alors que pour la dualité *conservateur-libéral* (Bush-Martin ou Harper-Obama), les alignements sont supérieures aux concordances. Dans la dualité conservateur-libéral, plus l'un des deux États est plus conservateur, plus la concordance diminue. Ainsi, le passage d'une dualité conservateur-conservateur à une dualité conservateur-libéral fait augmenter les alignements aux positions pendant que les concordances diminuent drastiquement. On observera un effet inverse lors du passage d'une dualité conservateur-libéral à une dualité conservateur-conservateur.

À cet effet, les consultations décisionnaires peuvent expliquer la concordance faible tandis que le degré de rigidité des régimes conservateurs peut expliquer les concordances élevées. La minorité parlementaire ou du congrès contribue à la faiblesse des alignements. Il faut d'ailleurs rappeler que les gouvernements de Bush, Paul Martin (2004-2006), Stephen Harper (2006-2011) et Obama étaient minoritaires à l'assemblée⁷.

⁷ Depuis 2007, les démocrates ont le contrôle du congrès américain (démocrates majoritaires à la chambre des représentants) et depuis 2011 la tendance a été inversée (républicains majoritaires à la chambre des représentants du congrès américain).

Le passage d'une minorité à une majorité parlementaire dépend du contrat social et des alliances politiques. La majorité parlementaire peut donc être considérée comme un outil de contrôle du pouvoir. Nous avons représenté les influences des *dualités conservateur-conservateur et conservateur-libéral* sur la prise de décision dans la figure 2 ci-dessous.

Figure 1 : Influence des dualités conservateur-conservateur et conservateur-libéral sur la prise de décision



Ainsi, les alignements de Stephen Harper à la politique étrangère de ses alliés (Israël et États-Unis) sur le conflit israélo-palestinien sont également susceptibles d'avoir influencé le vote de certains membres du Conseil de Sécurité, car la plupart des États membres de l'ONU, surtout ceux de la Communauté arabo-musulmane n'appréciaient pas les interventions américaines en Irak, en Afghanistan et sur le conflit israélo-palestinien. Le Canada qui soutenait la politique américaine et qui était le principal allié d'Israël (guerre Israël-Hezbollah entre 2006-2008) peut avoir subi les effets du mécontentement des États affligés.

On retient finalement que le non-respect des principes fondamentaux de l'ONU, la campagne électorale non valorisante, les idées novatrices non persuasives, et la coopération non constructive sont les quatre variables qui peuvent expliquer l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010. Ainsi, la non-obtention d'un siège par le Canada au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies s'explique par le non-respect des buts et principes de l'ONU et la non-valorisation du Soft Power. À cet effet, la mise en œuvre d'une politique étrangère non persuasive par le Canada n'a pas rallié un grand nombre d'États membres de l'Organisation des Nations unies, lesquels ont des aspirations de plus en plus proches des normes internationales.

Une politique étrangère persuasive qui intègre la mise en valeur des idées innovantes qui sont proches des normes mondiales en vigueur, qui créent du sens pour une société, et qui marquent le degré d'ouverture et d'adhésion d'autres sociétés à son modèle est essentielle pour obtenir un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. En plus, la campagne électorale valorisante, les idées novatrices persuasives (ou idées dominantes), et la coopération constructive sont les trois composantes principales d'une politique étrangère persuasive ou de ralliement.

2.6. Candidatures des petits États et États insulaires

Notre étude a certes porté sur les pays développés ou émergents, mais l'approche que nous avons développée est également valable pour les petits États et États insulaires. À cet effet, on ne demandera pas à un petit État de préparer sa candidature au même titre qu'un grand État, mais trois choses demeurent essentielles pour les petits États : premièrement le respect des principes fondamentaux de l'ONU. Les petits États ont intérêt à améliorer leur système de gouvernance surtout en ce qui concerne le respect des droits et libertés individuelles, la liberté d'expression, la transparence et les problèmes d'éthique tels que la corruption. La réduction des inégalités est également un point d'orgue.

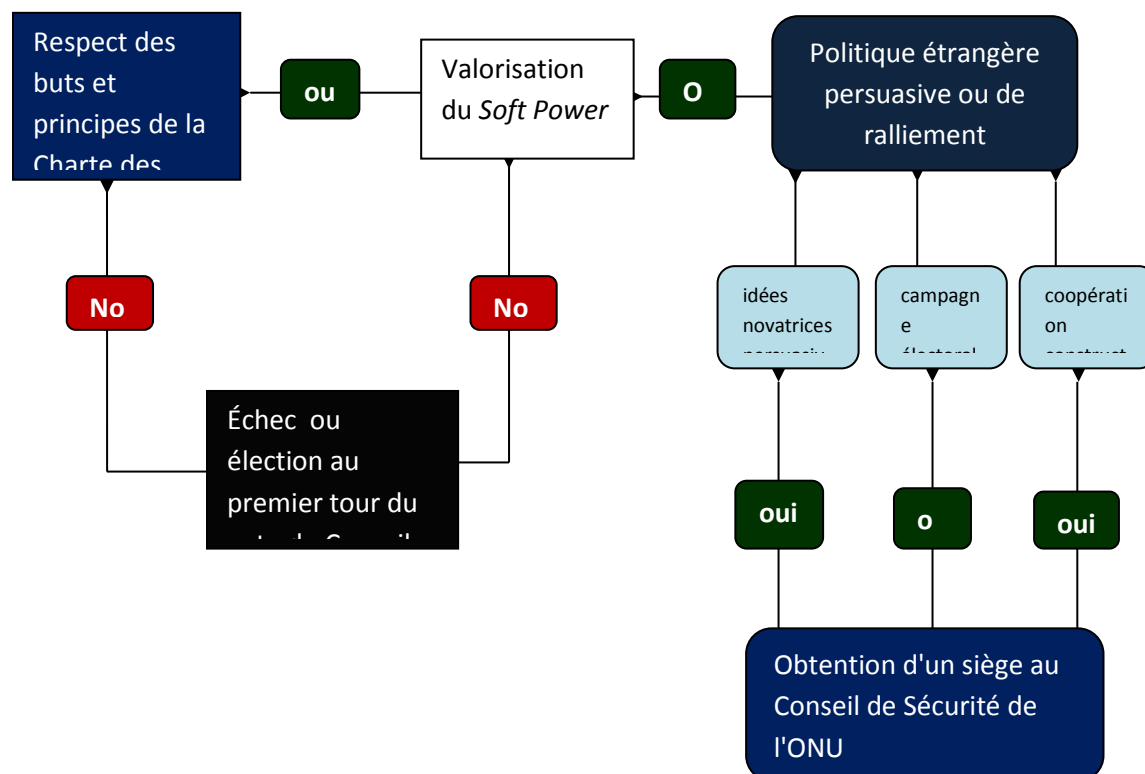
Deuxièmement, les petits États doivent bien choisir leurs partenaires de coopération. Il ne suffit pas qu'un partenaire se présente à quelques mois du vote du Conseil de Sécurité pour abandonner ceux ayant défendu les vraies idées et valeurs politiques. Par ailleurs ce sont les mêmes partenaires choisis qui détermineront leur vote ou qui seront susceptibles de défendre leurs candidatures au Conseil de Sécurité de l'ONU ou à d'autres Organisations.

Enfin, s'agissant des opérations de maintien de la paix, les petits États peuvent bien s'acquitter de leur quote-part de 10 % du taux applicable au financement du budget ordinaire de l'ONU, mais ce qui est essentiel c'est la contribution en ressources humaines. En ce qui concerne les idées novatrices, ils peuvent faire des contributions lors des Assemblées générales de l'ONU. Mais des initiatives prises au niveau national ou régional peuvent également constituer des sources d'inspiration. Enfin, ils peuvent profiter des plateformes de discussion pour exposer leur candidature. Toutefois, l'utilisation des médias et l'implication du réseau diplomatique ne sont pas à négliger.

2.7. Proposition d'un cadre conceptuel

À la lumière de ces différentes approches, de notre recension des écrits, et des facteurs identifiés comme causes possibles de l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU, nous pouvons définir et construire notre cadre de référence comme suit:

Figure 2: Cadre conceptuel sur la candidature d'un État au Conseil de Sécurité de l'ONU en vue de l'obtention d'un siège



2.8. Analyse des chances canadiennes en vue de l'obtention d'un siège en 2020

Quelques mois après son élection le 16 mars 2016, le premier ministre Trudeau s'est rendu au siège de l'ONU et a confirmé l'intention du Canada de briguer un siège de membre non permanent du Conseil de Sécurité pour la période 2021-2022, et de prendre une part active aux opérations de maintien de la paix (Coulon, 2018, p. 113).

Mais si nous portons un jugement sur la direction empruntée par le gouvernement Trudeau, depuis son arrivé au pouvoir, certains auteurs comme Jocelyn Coulon, pensent que sur plusieurs aspects de son programme de politique étrangère, les décisions s'éloignent des intentions originelles telles que le résultat ne crée pas une rupture avec l'ancien gouvernement conservateur, mais bien une continuité (Coulon, 2018, p. 11).

D'après ce qui précède, la Canada a-t-il une chance de remporter un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2020?

Si nous jugeons le gouvernement canadien sur la base de nos variables d'analyse, nous notons que des améliorations restent à faire:

En ce qui concerne les droits humains et environnementaux le Canada s'est réengagé dans la lutte contre les changements climatiques après son retrait du protocole de Kyoto en 2011. Nous avons noté la participation du premier ministre canadien à la 21e conférence des Parties sur le climat (COP21) à Paris en 2015, accompagné de plusieurs membres de son gouvernement.

Mais, le gouvernement canadien continue à autoriser la vente de véhicules militaires à l'Arabie saoudite dont le bilan en matière du respect des droits de la personne est l'un des pires au monde (Coulon, 2018, p. 76).

En émettant les certificats d'exportation des véhicules, le gouvernement justifie son action sur la foi que ces derniers ne seront pas utilisés pour réprimer la population. Le contrat passe par le test de la conviction responsable, selon lequel les convictions et les valeurs comportent un sens des responsabilités. Ainsi, le gouvernement se réserve le droit d'annuler le contrat à

tout moment si la preuve est fournie que les destinataires utilisent ces armes dans les opérations militaires où les droits de la personne sont violés (Coulon, 2018, p. 75-76).

S'agissant de la campagne électorale, Coulon, (2018, p. 115) pense que le Canada fait face à deux obstacles: il arrive tard dans la course et doit encore faire ses preuves sur le plan politique et diplomatique: Sur le plan temporel, Trudeau disposait de quatre ans pour la campagne, ce qui est court par rapport aux deux autres pays en compétition l'Irlande et la Norvège, qui sont en campagne pendant plusieurs années.

Sur le plan politique et diplomatique, les actions à promouvoir pour convaincre les autres membres ne sont pas assez solides. Pour la Campagne Trudeau, la politique étrangère est centrée sur un Canada ouvert, tolérant et généreux, qui fait preuve de compassion envers ceux qui en ont besoin. Ces valeurs concernent par exemple la politique d'accueil et de soutien des réfugiés, le redéploiement de l'aide au développement vers les plus pauvres et les plus vulnérables, le renouvellement de l'engagement de participer aux opérations de maintien de la paix. Cependant, on note un silence sur certains sujets litigieux tel que le conflit israélo-palestinien, l'émergence de nouvelles puissance, le rapport à la Russie (Coulon, 2018, p. 115-116).

Il estime donc que le gouvernement n'a pas une position claire sur le conflit Israélo-palestinien et la centralité des 54 États africains dans le jeu diplomatique mondial (Coulon, 2018, p. 116).

Pour ce qui est de la coopération constructive, depuis la prise de pouvoir de Donald Trump, le gouvernement Trudeau fait face à ce que Nye a appelé la fongibilité du pouvoir en ce qui concerne le soft power (Potter, 2009, p. 35).

S'agissant particulièrement de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Gouvernement canadien n'a pas encore trouvé d'entente convenable avec le gouvernement américain après deux ans de négociation. Certains observateurs pensent que le premier ministre canadien est incompetent pour la renégociation de l'ALENA. Les critiques portent non seulement sur son leadership, mais aussi sa stratégie de négociation (Coulon, 2018, p. 221-230; Marquis, 2017a; Ouellet, 2017; Panetta, 2018). Bernatchez (2003, pp. 6–7) a montré que ces deux éléments sont importants pour la conquête des relations diplomatiques et de négociation.

À titre d'illustration, lors du sommet du G7 tenu au Canada en 2018, le Premier ministre Trudeau a utilisé les stratégies du soft power lors des négociations avec le président américain Donald Trump. Après avoir trouvé une entente commune avec tous les membres du G7, les propos du premier ministre Trudeau, ayant eu recours cette fois-ci au Hard power lors d'une conférence de presse de fin du sommet, tenu après le départ du président Trump, a emmené ce dernier à retirer sa signature à la déclaration finale du sommet. Trudeau avait dit que « le Canada ne se laissera pas bousculer par qui que se soit », en faisant référence aux tarifs douaniers américains. Ces propos ont indigné Trump et ses collaborateurs, qui ont traité Trudeau de malhonnête et de traître (Bergeron, 2018).

Il en est de même de l'accord commercial avec la Chine. En décembre 2017, le premier ministre canadien s'est rendu en Chine pour un accord commercial avec ce dernier face aux difficultés rencontrées avec l'ALENA. Étant sûr d'être le premier pays du G7 avec lequel la Chine aurait la chance de conclure un accord bilatéral de libre-échange, mais malheureusement, aucune entente n'a été trouvée, car les deux pays avaient des avis différents sur le commerce et les enjeux politiques ou sociaux. À cet effet, certains observateurs ont

conclu que le Canada a surestimé son pouvoir de négociation avec la Chine (Desrosiers, 2018).

Nous pouvons également évoquer la résolution de l'ONU condamnant la reconnaissance par Washington de Jérusalem comme capitale d'Israël. Pendant qu'une grande majorité des membres de l'ONU prenaient position ouvertement soit contre ou en faveur de la décision de Trump, le Canada a préféré s'abstenir devant une décision de droit international. Sur les 193 pays membres, 128 ont voté pour la résolution, neuf contre, 35 pays décidant de s'abstenir, dont le Canada (Le-Figaro, 2017).

La députée néo-démocrate Hélène Laverdière du Nouveau Parti Démocratique (NPD) et le chef du Parti conservateur, Andrew Scheer, pensent que pour un pays qui souhaite obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, cette décision a été floue et malavisée et que le Canada qui a toujours eu des discussions candides et directes, a été incapable de dénoncer explicitement la position américaine condamnée par 128 pays membres de l'ONU. Le Centre consultatif des relations juives et israéliennes (CIJA), aurait préféré voir le Canada enregistrer un vote contre la résolution. (Marquis, 2017b).

Si le Canada est incapable jusqu'à présent de convaincre les États-Unis et la Chine sur les accords commerciaux et de prendre position explicitement sur certains sujets sensibles devant les membres de l'ONU, il sera difficile de persuader ces derniers de voter en sa faveur, car la plupart des soutiens au vote du Conseil de Sécurité proviennent parfois des membres des organisations internationales qui unissent les pays défendant les mêmes valeurs. Ce qui ne semble pas le cas entre le Canada et ses partenaires commerciaux.

S'agissant enfin des idées novatrices persuasives, l'initiative du Canada d'accueillir les réfugiés syriens a été bien accueillie par la communauté internationale, mais le gros problème à résoudre reste celui du retour des casques bleus sur la scène internationale. Certains observateurs pensent que le Canada a nui à sa candidature pour un siège à l'ONU pour la période 2021-2022 à cause du retrait des casques bleus dans les combats (Blanchfield, 2017; Coulon, 2018, p. 141-164).

Parmi les rivaux du Canada pour un siège, l'Irlande compte 540 membres du personnel militaire engagés dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU, comparativement à 68 pour le Canada. La Norvège, qui ne compte que 69 Casques bleus, accorde 0,7 pour cent du revenu national brut à l'aide public au développement, tandis que le Canada ne fournit que 0,3 pour cent (Blanchfield, 2017).

Le Canada avait déjà connu une situation presque semblable dans le passé : la capacité de puissance du Canada à des niveaux politique et de sécurité internationaux a dégradé vers les années 1990, à la suite des réductions budgétaires effectuées par le gouvernement libéral du premier ministre Jean Chrétien.

Il y avait en même temps un effort pour remédier à cette perte de pouvoir grâce à la participation du Canada dans les initiatives de soft-power tels le Sommet de Rio (1992), le Convention d'Ottawa sur les mines terrestres (1997), le processus de Kimberly interdisant les diamants de la guerre, et le projet de création de la Cour Pénale internationale (Potter, 2009, p. 35-37).

Cependant, certains universitaires, observateurs et médias ont durement critiqué le gouvernement Chrétien de s'engager en politique étrangère sur le pas cher ("Diplomatie penny-pinching"), comme il devenait trop évident que le discours de l'engagement mondial du Canada avait perdu sa crédibilité au niveau national tout comme à l'étranger. Mais en 2003, avec le déploiement des troupes canadiennes en Afghanistan (le plus grand déploiement canadien depuis la Corée), le Canada a une fois de plus accru sa visibilité sur la scène militaire internationale (Potter, 2009, p. 35-37).

Conclusion générale

La non-obtention d'un siège par le Canada au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies s'explique par le non-respect des buts et principes de l'ONU et la non-valorisation du *Soft Power* (coopération non constructive, campagne électorale non valorisante, idées novatrices non persuasives). Ainsi, les stratégies d'influence déployées par le gouvernement canadien se sont avérées contre-productives et n'ont eu qu'une capacité de persuasion limitée. Ce qui a diminué sa légitimité dans les relations internationales.

Dans certaines sociétés modernes, il est souvent dit « premier à arriver, premier servi ». Mais dans certaines sociétés traditionnelles, quand une personne influente entre dans une salle et que toutes les places sont occupées, le participant le plus docile cède sa place. À défaut, l'assemblée porte le regard sur l'ensemble des participants pour demander à celui le moins influent, le moins connu, ou ayant la mauvaise réputation de céder sa place. Les mécontents ayant peur des réprimandes, sont obligés de se taire, mais pourront toutefois exprimer leurs mécontentements en dehors de l'assemblée pour éviter de se faire remarquer.

Le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies ressemble donc à l'une de ces sociétés traditionnelles où certaines valeurs culturelles influencent sur la prise de décision.

Finalement, grâce aux expériences de l'Allemagne, de la Turquie et de l'Australie, nous avons pu identifier les facteurs qui peuvent expliquer les causes de l'échec du Canada au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2010. Il nous a été également possible de construire un cadre conceptuel qui pourra servir comme référence pour toute recherche ou consultation s'intéressant à l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. Toutefois, l'étude comporte quelques limites méthodologiques étant donné que les analyses ont été basées uniquement sur le pays concerné par l'échec et les exemples des pays ayant connu le succès au Conseil de Sécurité.

Il aurait été intéressant d'aller interroger chaque État membre pour connaître leurs aspirations. Mais cela implique des coûts énormes en termes de temps et en ressources financières.

Le vote étant secret, il n'a donc pas été possible d'établir des liens de causalité entre la non obtention du siège par le Canada et les facteurs susceptibles d'avoir contribué à l'échec du Canada que nous avons évoqué plus haut. Toutefois, une analyse exploratoire faite à partir des exemples des pays ayant connu le succès (Allemagne, Turquie, Australie) que nous avons étudié ont comblé partiellement cette limite, grâce à l'approche comparative.

Nous avons par ailleurs rencontré des difficultés dans la réalisation de cette étude, notamment le manque de modèles théoriques adéquats permettant d'expliquer l'échec d'un pays au Conseil de Sécurité en vue de l'obtention d'un siège. Certaines des études réalisées étaient exploratoires et d'autres portaient uniquement sur les réformes de l'ONU ou sur la prise de décision impliquant une organisation internationale et un ou plusieurs pays. Ce qui posait un problème méthodologique (choix du modèle et des unités d'analyse). Il nous fallait ainsi construire un modèle qui comble cette difficulté.

Les membres du Conseil de sécurité ont certainement condamné le fait que le Canada ait violé les droits des femmes autochtones, vendu de l'équipement militaire et des armes aux pays que l'Organisation des Nations unies juge ne pas respecter les droits de l'homme, soutenu de manière déterminante et irrévocable le gouvernement d'Israël, accusé de crime de guerre et crime contre l'humanité, torturé et maltraité des prisonniers civils, à travers ses forces armées lors des missions onusiennes en Afghanistan entre 2010-2011.

Par ailleurs, certains États africains dont la plupart ne bénéficiaient pas de l'aide canadienne ont condamné la fermeture de plusieurs ambassades canadiennes dans leur territoire. Lorsque nous associons toutes ces variables à la campagne électorale tardive et une diplomatie insuffisante associée à la préparation de sa candidature, nous pouvons donc conclure que la non obtention d'un siège par le Canada en 2010 au Conseil de Sécurité de l'ONU relève certainement de l'influence de tous ces facteurs.

BIBLIOGRAPHIE

AAD. (2017). L'Allemagne: un partenaire fort pour l'Afrique. l'Ambassade d'Allemagne à Dakar.

Consulté à l'adresse

http://www.dakar.diplo.de/contentblob/5113826/Daten/7752364/2017LAllemagne_Un_partenaire_fort_pour_lAfrique.pdf

AAK. (2010). L'Allemagne au sein des Nations unies. Ministère fédéral des Affaires étrangères.

Consulté à l'adresse

http://www.kinshasa.diplo.de/contentblob/4126744/Daten/738157/Nations_Unies.pdf

ACNU. (2007). La contribution canadienne aux missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Association canadienne pour les Nations Unies. Consulté à l'adresse http://unac.org/wp-content/uploads/2013/07/CdnUNPkpgBooklet_f.pdf

Alexander, G., & Stern, E. (1998). Presidential Management Styles and Models. Dans *Presidential*

Personality and Performance (Westview Press, p. 199- 280). Oxford: Juliette and

Alexander George.

AMC. (2010). Rapport sur les exportations de marchandises militaires du Canada 2007-2009.

Affaires Mondiales Canada. Consulté à l'adresse http://www.international.gc.ca/controls-controles/report-rapports/military_report-2007_09_toc-rapport_militaire.aspx?lang=fra

André Noël. (2006). Le Canada ferme deux ambassades en moins d'un an en Afrique francophone.

La Presse de Montréal. Consulté à l'adresse

http://collections.banq.qc.ca:8008/lapresse/src/pages/2006/04/13/A/82812_20060413LP_A11.pdf

ANN. (2014). *Through fire and water Canada will stand with Israel* [MP4]. Acts News Network.

Consulté à l'adresse https://www.youtube.com/watch?v=4HYPKt_fgJY

AQOCI. (2007). L'aide publique au développement : le Canada à la veille de perdre la face?

Association québécoise des organismes de coopération internationale. Consulté à

l'adresse aqoci@aqoci.qc.ca

Avi, L. (2010). Canada-Israel: The Other Special Relationship [MP4]. *Fault Lines*. Consulté à

l'adresse <https://youtu.be/oQ2MY58RunM>

BBC-News. (2002). Australia rejects Kyoto pact. *BBC News*. Consulté à l'adresse

<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2026446.stm>

Beauchemin, M. (2010). «C'est un recul important», dit un ancien ambassadeur. *Politique*

canadienne. Consulté à l'adresse [http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-](http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201010/13/01-4331911-cest-un-recul-important-dit-un-ancien-ambassadeur.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_4331881_article_POS1)

[canadienne/201010/13/01-4331911-cest-un-recul-important-dit-un-ancien-](http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201010/13/01-4331911-cest-un-recul-important-dit-un-ancien-ambassadeur.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_4331881_article_POS1)

[ambassadeur.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpress](http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201010/13/01-4331911-cest-un-recul-important-dit-un-ancien-ambassadeur.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_4331881_article_POS1)

[e_vous_suggere_4331881_article_POS1](http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201010/13/01-4331911-cest-un-recul-important-dit-un-ancien-ambassadeur.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_4331881_article_POS1)

Bellavance, J.-D. (2010). Conseil de sécurité de l'ONU: le Canada intensifie sa campagne. Consulté

à l'adresse [http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-](http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201006/28/01-4293988-conseil-de-securite-de-lonu-le-canada-intensifie-sa-campagne.php)

[canadienne/201006/28/01-4293988-conseil-de-securite-de-lonu-le-canada-intensifie-sa-](http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201006/28/01-4293988-conseil-de-securite-de-lonu-le-canada-intensifie-sa-campagne.php)

[campagne.php](http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201006/28/01-4293988-conseil-de-securite-de-lonu-le-canada-intensifie-sa-campagne.php)

Bellavance, J.-D. (2016a). Mission canadienne en Afghanistan: «ces civils n'auraient jamais dû être

incarcérés ». *La Presse canadienne*. Consulté à l'adresse

[http://plus.lapresse.ca/screens/8fbc779-f7e2-43e7-bf1f-13153481ce98%7C.n~q5ZOjulf-](http://plus.lapresse.ca/screens/8fbc779-f7e2-43e7-bf1f-13153481ce98%7C.n~q5ZOjulf-.html)

[.html](http://plus.lapresse.ca/screens/8fbc779-f7e2-43e7-bf1f-13153481ce98%7C.n~q5ZOjulf-.html)

- Bellavance, J.-D. (2016b). *Trudeau veut un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU*. Ottawa: La Presse. Consulté à l'adresse <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/>.
- Ben Parr. (2015). Australia is set to ratify the second part of Kyoto Protocol – but it's not a done deal. *The Conversation*. Consulté à l'adresse <https://theconversation.com/australia-is-set-to-ratify-the-second-part-of-kyoto-protocol-but-its-not-a-done-deal-51574>
- Bergeron, M. (2018). Trudeau «malhonnête et faible», dit Trump. *La Presse*. Consulté à l'adresse <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201806/09/01-5185131-trudeau-malhonnete-et-faible-dit-trump.php>
- Bermann, S., & Penone, F. (1993). Guide des Nations Unies: Direction des Organisations Internationales. Organisation des Nations Unies. Consulté à l'adresse https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_Nations_Unies_2010-FR.pdf
- Bernatchez, J.-C. (2003). *La négociation : spirale conflictuelle et stratégies* (octobre 2003, Vol. 1). Québec: Université du Québec. Consulté à l'adresse https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/docs/FWG/GSC/Publication/280/3/8542/1/100896/8/F_696967855_2003Vol1Num2pp1_22Bernatchez.pdf
- Blanchfield, M. (2017). Conseil de sécurité: Ottawa a nui à ses chances. *La Presse canadienne*. Consulté à l'adresse <http://journalmetro.com/actualites/national/1242307/conseil-de-securite-ottawa-a-nui-a-ses-chances/>
- Blouin, L. (2016b). *Trudeau à la reconquête de l'ONU* [MP4]. Radio-Canada. Consulté à l'adresse <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/770832/canada-onu-new-york-justin-trudeau-conseil-securite-siege>.

- Bourgault-Côté, | Guillaume. (2009). Harper prolonge sa pause-café. *Le-Devoir*. Consulté à l'adresse <http://www.ledevoir.com/politique/canada/268398/harper-prolonge-sa-pause-cafe>
- Buzzetti, H. (2010). Défaite du Canada à l'ONU - Confusion autour de l'appui américain. *Le-Devoir*. Consulté à l'adresse <https://www.ledevoir.com/politique/canada/298202/defaite-du-canada-a-l-onu-confusion-autour-de-l-appui-americaain>
- Buzzetti, H., & Levesque, C. (2010). Harper à l'ONU pour parler pauvreté. Consulté à l'adresse <http://www.ledevoir.com/politique/canada/296480/harper-a-l-onu-pour-parler-pauvrete>
- Byers, M. (2012). L'Après Afghanistan : Le retour du Canada aux missions de maintien de la Paix de l'ONU. Dans *Maintien de la paix, Consolidation de la Paix, et l'Établissement des Rapports avec les Chefs religieux*. Défense Nationale et Forces Canadiennes. Consulté à l'adresse <http://www.journal.forces.gc.ca/vol13/no1/page33-fra.asp>
- Canoë. (2010). L'Inde et les pays islamiques ont voté contre le Canada. *Canoë*. Consulté à l'adresse <http://fr.canoe.ca/infos/quebeccanada/archives/2010/10/20101014-135622.html>
- Castonguay, A. (2010). Les faiblesses d'un plan de match. Consulté à l'adresse <http://www.ledevoir.com/politique/canada/298171/les-faiblesses-d-un-plan-de-match>
- Cathelin, M. (2008). *Le rôle international d'un Etat : construction, institutionnalisation et changement. Le cas de la politique canadienne de maintien de la paix en Afrique*. Institut d'études politiques de Bordeaux, Bordeaux. Consulté à l'adresse <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00354853/document>
- Charles-Philippe, D. (2015). *La Politique Étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation* (3e édition). Paris: Sciences Po. Les Presses.

Cliche, J.-F. (2017). Chiche envers son armée, le Canada? Consulté à l'adresse

<https://www.lesoleil.com/actualite/chiche-envers-son-armeele-canada-c3e3e7ed15b2baf43c60339f0916f712>

Conley Tyler, M. H. (2012). Australia and the UN Security Council. *The Australian Institute of International Affairs (AIIA)*. Consulté à l'adresse

<http://www.internationalaffairs.org.au/wp-content/uploads/2014/01/australia-and-the-security-council-final-web.pdf>

Coulon, J. (2018). *Un Selfie avec Justin Trudeau: Un regard critique sur la diplomatie du Premier Ministre*. Montréal, Québec: Québec Amérique.

CTV-News. (2010). Did the U.S. snub Canada at the UN vote? *CTV-News*. Consulté à l'adresse

<https://www.ctvnews.ca/did-the-u-s-snub-canada-at-the-un-vote-1.563192>

Descheyer, R. (2016a). *Le bilan de la politique étrangère du gouvernement Harper* (Ifri). Consulté à l'adresse

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/le_bilan_de_la_politique_etrangere_du_gouvernement_harper_3.pdf

Descheyer, R. (2016b). Politique étrangère canadienne : la « conviction responsable » de Justin

Trudeau. Dans *Ramses 2017 - Un monde de ruptures: Terrorisme, insécurité, projet européen* (IFRI, Institut Française des Relations Internationales, p. 196- 199). Paris: Thierry de Montbrial, Dominique Davide.

Desrosiers, É. (2018). Les négociations commerciales du Canada s'annoncent difficiles. *Le-Devoir*.

Consulté à l'adresse <https://www.ledevoir.com/economie/515026/analyse-entre-les-etats-unis-et-la-chine-les-negociations-commerciales-du-canada-s-annoncent-difficiles>

Deutsch, M. (2011). cooperation and competition. Dans *Conflict, Interdependence, and Justice* (p.

23- 40). Coleman, Peter (Ed.). Consulté à l'adresse

<https://pdfs.semanticscholar.org/7045/01c335ce154b00b21367d5c351e8e23cb0fd.pdf>

Farrall, J., & Prantl, J. (2016). Leveraging diplomatic power and influence on the UN Security

Council: the case of Australia. *Australian Journal of International Affairs*.

<https://doi.org/10.1080/10357718.2016.1220490>

FD. (2017). Les Nations unies et l'Allemagne. France Diplomatie. Consulté à l'adresse

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/les-nations-unies-et-l-allemande/>

FFOPD. (2013). L'Allemagne et les Nations Unies. Federal Foreign Office Public Diplomacy.

Consulté à l'adresse

<http://www.libreville.diplo.de/contentblob/2014496/Daten/222396/DownloadDateiUNORFA.pdf>

Frankinet, B. (2017). La candidature de la Belgique à un siège non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Organisations internationales. Consulté à l'adresse

<http://www.irsd.be/website/images/livres/rmb/14/bmt58-60.pdf>

Fullilove, M. (2009). The Case for Australia's UN Security Council Bid. The Lowy Institute for International Policy. Consulté à l'adresse

https://www.files.ethz.ch/isn/106873/LPer_FulliloveSept.pdf

Gazeau-Secret, A. (2013). Soft Power: Influence par la Langue et la Culture. Dans *Revue*

internationale et stratégique (Vol. 2013/1 n° 89, p. 103- 110). Armand Colin. Consulté à

l'adresse <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2013-1-page-103.htm>

- Godbout, M. (2014). *Le sort des Femmes Autochtones: L'ONU Critique le Canada* [MP4]. Radio-Canada. Consulté à l'adresse <https://youtu.be/YsqqMMpkxn4>.
- Goldstone, R. J. (2009). *Rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza*[Résumé. New York: Assemblée Générale de l'ONU. Consulté à l'adresse http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/12session/A-HRC-12-48_ADVANCE1_fr.pdf.
- Gosselin, G. G. (1989). Le Canada et les Nations Unies. Dans *De Mackenzie King à Pierre Trudeau: Quarante ans de diplomatie canadienne entre 1945-1985* (Les presses de l'Université Laval, p. 167- 191). Laval: Paul Painchaud.
- Gunton, T., & Cablick, K. . (2010). The Maple Leaf in the OECD: Canada's Environmental Performance. Simon Fraser University, David Suzuki Foundation. Consulté à l'adresse www.davidsuzuki.org/publications/.../OECD_Report_Final.pdf
- Hassner, P. (2000). Le rôle des idées dans les relations internationales. *Institut français des relations internationales*, 687- 702. <https://doi.org/10.3406/polit.2000.4975>
- Ignatieff, M. (2011). Le Canada dans le monde: une stratégie des réseaux mondiaux. Consulté à l'adresse <https://www.liberal.ca/wp-content/uploads/2011/08/LE-CANADA-DANS-LE-MONDE.pdf>
- INA. (2012). *Documentaire France 3: Le Conseil de sécurité de l'ONU* [MP4]. Institut National de l'Audiovisuel. Consulté à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=Du4kSEoCOvQ>
- Kent, M. (2017). Canada's bid for UN Security Council seat could mean costly campaign. *CBC News*. Consulté à l'adresse <http://www.cbc.ca/news/world/un-security-council-seat-campaign-1.4101984>

- Kirecci, A. (2009). Turkey in the United Nations Security Council. Foundation for Political Economic and Social Research. Consulté à l'adresse www.setav.org
- Langmore, J., & Farrall, J. (2016). Can Elected Members Make a Difference in the UN Security Council? Australia's Experience in 2013–2014. *Global Governance*, 22, 59–77.
- Laporte, A. (2014). Allemagne, 25 ans après la chute du Mur de Berlin : que reste-t-il de la ligne Est-Ouest ? ENS Lyon. Consulté à l'adresse <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/allemande-25-ans-apres-la-chute-du-mur-de-berlin-que-reste-t-il-de-la-ligne-est-ouest>
- La-Pressé. (2010). *Le Canada est les yeux et les oreilles d'Israël au Venezuela*. Consulté à l'adresse <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201010/14/01-4332594-le-canada-est-les-yeux-et-les-oreilles-disrael-au-venezuela.php>.
- Lavallée, H. (2017). L'ONU condamne la position américaine sur Jérusalem; le Canada s'abstient. *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1074490/ONU-etats-unis-israel-jerusalem-capitale-resolution-assemblee-generale-menaces>
- Le-Figaro. (2017). Jérusalem : l'ONU condamne à une large majorité la décision américaine. Le Figaro. Consulté à l'adresse <http://www.lefigaro.fr/international/2017/12/21/01003-20171221ARTFIG00079-jerusalem-nouveau-revers-attendu-a-l-ONU-pour-les-etats-unis.php>
- Lepri, C. (2011). Du « softpower » avant l'heure : l'exemple de la Guerre froide. Institut des relations internationales et stratégiques. Consulté à l'adresse http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2011-07-12-diplomatie-publique-softpower.pdf

- Macleod, A., & O'MEARA, D. (2010). *Théories des Relations Internationales: Contestations et Résistances*. Athena.
- Maioni, A. (2003). La valeur des valeurs dans l'élaboration des politiques publiques. *Sexe, jeu, drogue. Du moralisme à l'éthique publique*. Consulté à l'adresse <http://ethiquepublique.revues.org/2087>
- Malone, D. M. (2000). Eyes on the Prize: The Quest for non permanent Seats on the UN Security Council. *Global Governance*, 6(1), 3–23.
- Markovic, N. (2012). Australia wins seat on United Nations Security Council: what next? Parliament of Australia (POA). Consulté à l'adresse https://www.aph.gov.au/About_Parliament/Parliamentary_Departments/Parliamentary_Library/FlagPost/2012/October/Australia_wins_seat_on_United_Nations_Security_Council_what_next
- Marquis, M. (2017a). Renégociation de l'ALÉNA: Justin Trudeau laisse les critiques à Stephen Harper. *La Presse canadienne*. Consulté à l'adresse https://quebec.huffingtonpost.ca/2017/10/30/renegociation-de-lalena-justin-trudeau-laisse-les-critiques-a-stephen-harper_a_23261312/
- Marquis, M. (2017b). Résolution sur Jérusalem à l'ONU: le Canada s'abstient de voter. *La Presse canadienne*. Consulté à l'adresse <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201712/21/01-5147976-resolution-sur-jerusalem-a-lonu-le-canada-sabstient-de-voter.php>
- Mayer, F. (2010). *Le Soft Power et les Relations Internationales des États fédérés canadiens avec la Chine*. Québec: École Nationale d'Administration Publique.

- Melissen, J. (2005). *The New Public Diplomacy: Between Theory and Practice*. Dans *The New Public Diplomacy : Soft Power in International Relations*. New York: Jan Melissen.
- Michaud, N. (2014). Le Rôle du Canada et la Présence du Québec sur la Scène Internationale: Origine et Enjeux. Dans *Secrets d'États: Les principes qui guident l'Administration Publique et ses Enjeux contemporains* (p. 778). Québec: ENAP.
- Michel, L. (2009). *Chavez: Allez au Diable, Yankees de Merde* [MP4]. direct democracy, directdemocracy@hotmail.fr. Consulté à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=rRnoY1D2dk>
- Munton, D. (2010). *Les Canadiens et les Nations Unies depuis plus de 60 ans*. Ottawa: Association Canadienne pour les Nations Unies.
- Novosseloff, A. (2002). L'Essor du Multilatéralisme: principes, institutions et actions communes. Consulté à l'adresse <http://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2006/03/novo2002.pdf>
- Novosseloff, A. (2015). La place des pays émergents aux Nations unies. Consulté à l'adresse http://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/05/23_part_3_-_Novosseloff_FR.pdf
- Nye Jr, J. S. (2004). *Soft Power : The Means to Success in World Politics*. New York: Publicaffairs.
- Nye Jr, J. S. (2013). *Presidential Leadership and the creation of the American Era*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- OCDE. (2014). *Études économiques de l'OCDE Canada: Synthèse*. Consulté à l'adresse https://www.oecd.org/fr/eco/etudes/Synth%C3%A8se_CANADA_2014.pdf
- OECD. (2004). *Environmental Performance Reviews: Canada 2004*. OECD. Consulté à l'adresse http://www.oecd-ilibrary.org/environment/oecd-environmental-performance-reviews-canada-2004_9789264107786-en

- ONU. (2009). Application des résolutions 55/235 et 55/236 de l'Assemblée générale. Assemblée Générale de l'ONU. Consulté à l'adresse http://www.un.org/fr/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/64/220
- Ouellet, M. (2017). Justin Trudeau déjà presque KO dès les premiers rounds des négociations de l'ALÉNA. Huffington post. Consulté à l'adresse https://quebec.huffingtonpost.ca/martine-ouellet/justin-trudeau-deja-presque-ko-des-les-premiers-rounds-des-negociations-de-l-alena_a_23222079/
- Painchaud, P. (1989). *De Mackenzie King à Pierre Trudeau: Quatre ans de diplomatie canadienne 1945-1985*. Les presses de l'Université Laval.
- Panetta, A. (2018). ALÉNA: Lighthizer contredit Trudeau, estimant être loin de la ligne d'arrivée. Huffington post. Consulté à l'adresse https://quebec.huffingtonpost.ca/2018/05/17/alena-lighthizer-contredit-trudeau-estimant-etre-loin-de-la-ligne-darrivee_a_23437444/
- Papalia, A. (2005). Australia: Greenhouse emissions and the Kyoto Protocol. Bond university. Consulté à l'adresse <https://epublications.bond.edu.au/cgi/viewcontent.cgi?referer=https://www.google.fr/&httpsredir=1&article=1086&context=nle>
- Paquin, J. (2013). *L'alignement du Canada en politique étrangère de Paul Martin à Stephen Harper* [MP4]. Jonathan Paquin. Consulté à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=rOI7Z40usys>
- Perras, S. (2009). Pays prioritaires de l'aide internationale canadienne: L'Afrique mise à l'écart. Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI). Consulté à l'adresse www.ccic.ca

Perrier, G. (2009). Longtemps hostile, la Turquie finit par ratifier le protocole de Kyoto. *Le-Monde*.

Consulté à l'adresse https://www.lemonde.fr/planete/article/2009/02/06/longtemps-hostile-la-turquie-finit-par-ratifier-le-protocole-de-kyoto_1151684_3244.html

POA. (2010). The Kyoto Protocol: The adoption and entry into force of the Kyoto Protocol.

Parliament of Australia (POA). Consulté à l'adresse

https://www.aph.gov.au/About_Parliament/Parliamentary_Departments/Parliamentary_Library/Browse_by_Topic/ClimateChangeold/governance/international/theKyoto

Potter, E. (2009). A New Architecture for Canadian Public Diplomacy excerpt from "Branding

Canada: Projecting Canada's Soft Power Through Public Diplomacy. Dans *Middle Powers*.

Who they are. What they Want (summer 2009, Vol. 2). University of Southern California:

Association of Public Diplomacy Scholar (APDS). Consulté à l'adresse

https://www.publicdiplomacymagazine.com/wp-content/uploads/2010/01/summer_2009.pdf

R. Boyd, D. (2013). Études sur le droit à un environnement sain: De l'importance d'une

reconnaissance constitutionnelle du droit à un environnement sain. Fondation David

Suzuki. Consulté à l'adresse

http://www.davidsuzuki.org/fr/publications/FDS_LIVRE_BLANC_1_2014_27AOUT.pdf

Radio-Canada. (2009). *Le Canada à l'Organisation des Nations unies* [MP3]. Archives de Radio-

Canada. Consulté à l'adresse [http://archives.radio-](http://archives.radio-canada.ca/politique/international/clips/3942/)

[canada.ca/politique/international/clips/3942/](http://archives.radio-canada.ca/politique/international/clips/3942/)

Radio-Canada. (2010). *Le ministre Cannon jette la pierre à Michael Ignatieff*. Radio-Canada.

Consulté à l'adresse <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/national/2010/10/12/001-canada-onu-cannon.shtml>.

Radio-Canada. (2012). Omar Khadr est de retour au Canada. Consulté à l'adresse <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/580756/omar-khadr-rapatriement-canada>

Radio-Canada. (2013). *A la droite de Harper : Des parlementaires sous l'influence des évangéliques?* [MP4]. Radio-Canada. Consulté à l'adresse https://www.youtube.com/watch?v=8R_oTB61LDQ

Radio-Canada. (2016). Quelle « conviction responsable » face à l'Arabie saoudite? Radio-Canada. Consulté à l'adresse <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/773190/stephane-dion-arabie-saoudite-conviction-responsable-trudeau>

Radio-Canada. (2017). Campagne du Canada aux Nations unies : combien et pourquoi? *Actualité Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1032109/campagne-canada-nations-unies-combien-pourquoi>

Roussel, S., & Morin, D. (2014). Autopsie de la politique étrangère de Stephen Harper: un examen préliminaire, 1- 8. <https://doi.org/10.1080/11926422.2014.912669>

Roussel, S., Paquin, S., & Nossal, K. R. (2007). *Politique internationale et défense au Canada et au Québec* (Paramètres). Les presses de l'Université de Montréal.

Sassounian, H. (2008). Turkey Should Not Be Given a Seat On United Nations Security Council. Huffington post. Consulté à l'adresse https://www.huffingtonpost.com/harut-sassounian/turkey-should-not-be-give_b_108337.html

- Sassounian, H. (2014). Why the UN Rejected Turkey's Bid for a Security Council Seat? Huffington post. Consulté à l'adresse https://www.huffingtonpost.com/harut-sassounian/why-the-un-rejected-turke_b_6036878.html
- Schiffino, N., Paye, O., Legrand, V., Jamin, J., Baudewyns, P., & Balzacq, T. (2015). *Fondement de science politique* (De Boeck supérieur, Vol. 1e édition). Bruxelles: Rénaud-Bray.
- Steven Seligmann. (2016). Canada and the United Nations General Assembly (1994–2015): continuity and change under the Liberals and Conservatives. *Canadian Foreign Policy Journal*, 22(3), 276- 315.
- The-Guardian. (2012). Kyoto protocol: Australia signs up to second phase. The Guardian. Consulté à l'adresse <https://www.theguardian.com/environment/2012/nov/09/australia-kyoto-protocol-second-phase>
- Trent, J. E. (2013). *Les Nations Unies et le Canada: Ce que le Canada a apporté à l'ONU et ce qu'il devrait faire aujourd'hui*. Ottawa. Consulté à l'adresse <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/>.
- UN. (2013). Mise en oeuvre des dispositions de la note du président du Conseil de Sécurité parue sous la cote S/2010/507. Consulté à l'adresse <https://www.un.org/press/fr/2013/CS11164.doc.htm>
- Unesco. (1997). Charte des Nations unies. Unesco. Consulté à l'adresse http://www.unesco.org/education/pdf/CHART_F.PDF
- Vennesson, P. (1995). Idées, institutions et relations internationales. *Revue française de science politique*, 45(5), 857- 866.

Vic Toews. (2012). Affaire Omar Ahmed Khadr et la : Loi sur le transfèrement international des délinquants. SCRIB D. Consulté à l'adresse

<https://fr.scribd.com/document/108097628/280912-Decision-OK-FR>

Voeten, E. (2013). Does participation in international organizations increase cooperation? *Springer*

Science+Business Media New York, 285- 308. <https://doi.org/10.1007/s11558-013-9176-y>

Wille, J., Chauvistré, E., Bischoff, M., & Kleis, C. (2015). L'Allemagne: Faits et réalités. Francfort-sur-le-Main, Ministère fédéral des Affaires étrangères, Berlin. Consulté à l'adresse

<https://www.tatsachen-ueber->

[deutschland.de/fr/system/files/download/tatsachen_2015_fra.pdf](https://www.tatsachen-ueber-deutschland.de/fr/system/files/download/tatsachen_2015_fra.pdf)

ANNEXES

Annexe A: Certificat de conformité éthique de recherches impliquant les sujets humains



Comité d'éthique en recherche Certification de conformité éthique de recherches impliquant des sujets humains

N° de référence : CÉR-ENAP 2017-13

Date d'émission : 2017-06-11

Titre du projet : Échec diplomatique du gouvernement canadien au Conseil de Sécurité de l'ONU pour l'obtention d'un siège en 2010

Chercheur principal : Joseph Parfait Owoundi

Co-chercheurs (s'il y a lieu) : s.o.

Responsable de la conformité éthique (s'il y a lieu) : M/Mme le/la professeur/e Stéphane Roussel

Source de financement (s'il y a lieu) : s.o.

Date de début des activités visées par le Certificat: 31 juillet 2017

Date de fin des activités visées par le Certificat: 30 novembre 2017

Le Comité d'éthique en recherche de l'ENAP a examiné ce projet selon une méthode de délégation acceptée en vertu de la *Politique d'intégrité et d'éthique en recherche et sur les conflits d'intérêts* de l'ENAP, de l'*Énoncé de politique des trois Conseils sur la recherche impliquant des sujets humains* et de la politique des FRQ sur la *Conduite responsable en recherche* et l'a approuvé.

Rapport(s) d'étape(s) annuel(s) et rapport final d'activité.

En vertu des normes de bonnes pratiques en matière d'éthique de la recherche et d'évaluation continue, tout Certificat de conformité éthique en recherche octroyé par le CÉR-ENAP pour un projet de moins d'un an doit donner lieu au dépôt d'un rapport final au terme de l'activité visée par le Certificat ou au plus tard 12 mois après sa date d'émission.

Tout Certificat de conformité éthique en recherche octroyé par le CÉR-ENAP pour un projet de plus d'un an doit donner lieu au dépôt d'un rapport d'étape annuel et d'un rapport final au terme de l'ensemble des activités visées par le Certificat. Le rapport d'étape annuel devra permettre au CÉR-ENAP de juger de la pertinence d'un renouvellement du certificat éthique.

En foi de quoi, j'ai signé :

Luc Desrochers

Pour : Jacques A. Plamondon, président du Comité d'éthique en recherche, ENAP

Cc : Jacques A. Plamondon

Pour toute correspondance par voie postale, veuillez l'adresser à :

M. Jacques A. Plamondon a/s M. Luc Desrochers

Comité d'éthique en recherche, Direction de l'enseignement et de la recherche

École nationale d'administration publique

4750, Avenue Henri-Julien, Bureau 5099 Montréal, Québec Canada H2T 3E5

T. 514-849-3989, poste 3822 F. 514-849-3369

Pour toute correspondance électronique destinée au CER-ENAP, veuillez utiliser l'adresse : cer@enap.ca